

Bulletin du STATEC N° 2-2009

Sommaire

La balance courante du Luxembourg de 2002 à 2008

Premiers effets de la crise sur les échanges extérieurs

A. Impact de la crise sur les échanges extérieurs du Luxembourg	33
B. La balance courante du Luxembourg en 2008	37
C. Tableaux statistiques	55

Table des matières

La balance courante du Luxembourg de 2002 à 2008

A. Impact de la crise sur les échanges extérieurs du Luxembourg	33
1. Impact de la « première » crise financière (été 2007)	34
2. Impact de la « seconde » crise financière (automne 2008)	35
3. Impact de la crise économique mondiale	35
 B. La balance courante du Luxembourg en 2008	 37
1. Chute des échanges extérieurs de services financiers à partir d'octobre 2008	37
2. Eroulement des échanges extérieurs de marchandises en fin d'année	41
3. Les grandes entreprises actives dans le domaine informatique et de l'information	43
4. Services autres que financiers et BPT: croissance de toutes les sous-composantes	48
5. Nette amélioration du déficit du revenu des investissements	50
6. Amplification du déficit des revenus du travail	52
7. Nouvelle aggravation du déficit des transferts courants	53
8. Déficit du compte de capital et réduction de la capacité de financement	54
 C. Tableaux statistiques	 55

* Bulletin réalisé par Guy Schuller (coordination), Laurent Bley, Chantal Haas, Guy Schuster et Nico Weyer

A. Impact de la crise sur les échanges extérieurs du Luxembourg

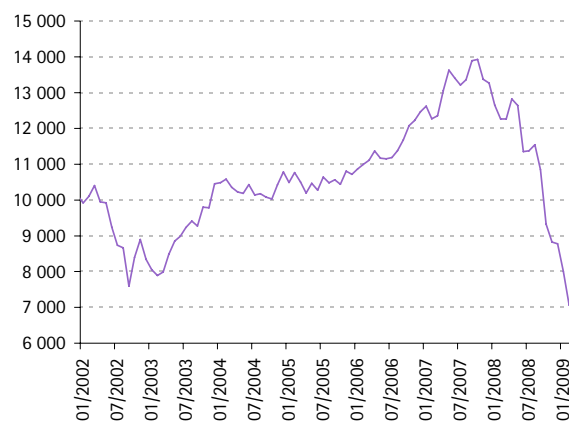
En fait il faudrait mettre « crise » au pluriel, puisque depuis 2007 le monde a fait face à deux crises financières (celle de l'été 2007 et celle d'automne 2008) et à une crise économique (depuis le dernier trimestre 2008), sans parler de la crise de société que d'aucuns perçoivent. La première crise financière (été 2007) appelée encore « crise des subprimes » trouve son origine dans le retournement du cycle immobilier américain combiné au relèvement progressif des taux directeurs américains (passant de 1% à 5.25% entre 2004 et 2006), entraînant des défauts de remboursement de dette, titrisée aux Etats-Unis, mais détenue par des investisseurs du monde entier. L'émergence de bulles sur les prix des actifs (immobilier, bourse etc.) avait été favorisée par la politique monétaire des Etats-Unis.

Les marchés financiers subissent une première crise de confiance au début de l'été 2007 pour atteindre leur plus haut niveau annuel à la mi-juillet. La chute des cours s'accroît avec la crise financière d'automne 2008. Cette seconde phase de la crise financière mondiale est provoquée en grande partie par la faillite de Lehman Brothers le 14 septembre 2008. Cette cessation fait craindre une grave crise systémique et engendre une lourde perte de confiance qui ne se limite plus au seul secteur bancaire.

En dépit des réactions rapides des banques centrales et des responsables politiques, une indéniable crise de confiance s'est propagée dans la société. Après le secteur financier, toute une série d'autres secteurs d'activité en ont été affectés, déclenchant finalement une crise économique mondiale. Alors que les Etats-Unis sont considérés en récession depuis décembre 2007 (NBER du 11/12/2008¹), la majorité des autres économies sont plus profondément touchées par la crise à partir du second semestre, voire du dernier trimestre 2008.

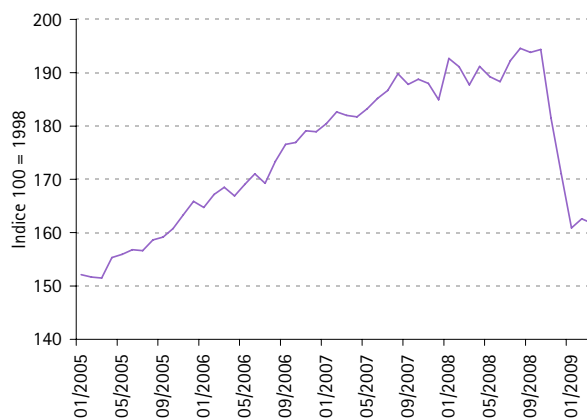
Dans la suite, nous examinons comment et avec quelle ampleur les trois phases de cette crise désormais financière et économique mondiale se sont progressivement répercutées sur les échanges extérieurs du Luxembourg.

Graphique 1: Evolution de l'indice Dow Jones



Source : Boursorama (valeur de l'indice à la fin du mois)

Graphique 2: Ecrroulement du commerce mondial



Source : CPB World trade series

¹ <http://www.nber.org/cycles/dec2008.pdf>

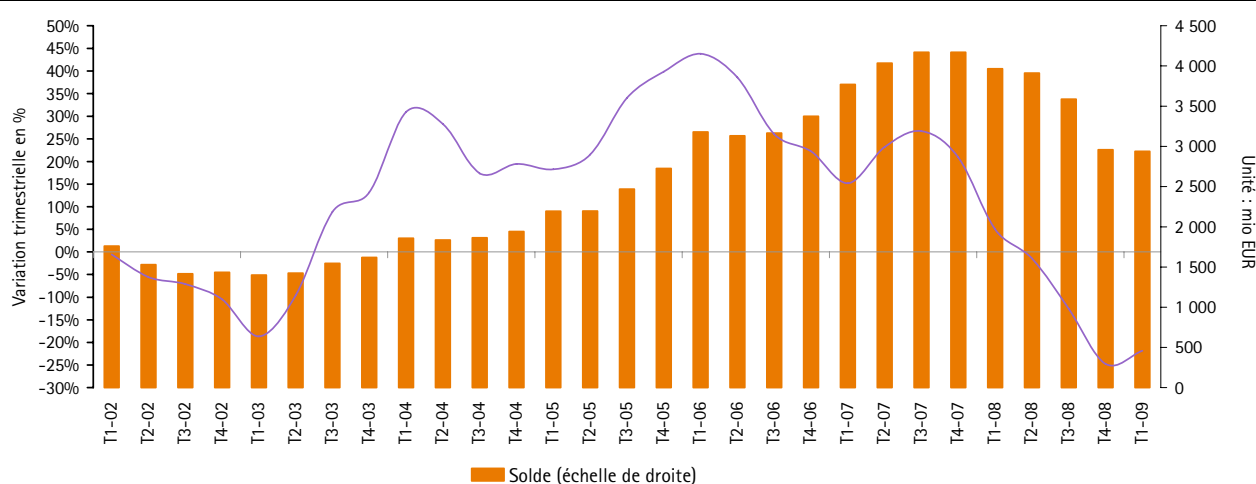
1. Impact de la « première » crise financière (été 2007)

La première phase de la crise financière se répercute essentiellement sur le secteur financier, mais au Luxembourg, l'impact reste négligeable. Après trois années de très forte expansion, les exportations de services financiers connaissent une baisse du rythme de croissance, même si le taux d'accroissement reste très élevé (+22%) pour les activités OPC. Le record du rythme d'expansion trimestriel des exportations de services financiers est atteint au premier trimestre 2006 (plus de 40% d'augmentation par rapport au même trimestre de l'année précédente). Toutefois en

dépit d'un tassement du rythme de croissance, la progression reste élevée – toujours supérieure à 12%. Par ailleurs, le solde trimestriel continue à augmenter et atteint ses sommets aux deux derniers trimestres de 2007 avec plus de 4 milliards d'euros par trimestre.

Outre un effet de freinage d'une expansion très forte, la première phase de la crise financière (été 2007) n'a donc guère eu d'effets directs, ni pour le secteur financier, ni pour l'économie en 2007. Néanmoins en 2008, le rythme de ralentissement – entamé en 2007 – s'est accentué pour se muer en baisse à partir de la fin du premier semestre 2008. Dès le premier trimestre 2008, l'excédent des prestations extérieures sur services financiers a reculé progressivement.

Graphique 3: Evolution des exportations et du solde de services financiers



Source : BCL, CSSF, STATEC

2. Impact de la « seconde » crise financière (automne 2008)

Aux effets indirects de la première phase de la crise financière (notamment la chute des cours boursiers à la suite de la récession aux Etats-Unis déclarée dès décembre 2007) se sont alors ajoutés les effets de la seconde phase de la crise financière: risques systémiques du secteur bancaire, chute historique des cours boursiers en octobre 2008 et perte de confiance généralisée des investisseurs.

Au quatrième trimestre 2008, les exportations de services financiers chutent de 25% et encore de plus de 20% au premier trimestre 2009. Le solde trimestriel va se réduire dans les mêmes proportions pour tomber en dessous de 3 milliards d'euros, contre plus de 4 milliards un an auparavant. Cette évolution est la suite de la très forte corrélation avec celle des actifs détenus par l'industrie des fonds d'investissement du Luxembourg. L'essentiel (85%) de la dépréciation des actifs nets en 2008 s'explique par l'effondrement des marchés boursiers internationaux. Par ailleurs, il faut noter une évolution négative des actifs nets au cours des deux derniers trimestres de 2008 - après dix ans de croissance continue. Par rapport à l'année précédente, la crise financière (dans ses deux phases) se traduit ainsi par un recul de l'excédent des prestations de services financiers de près de 2 milliards d'euros.

Comme la seconde phase de la crise financière est nettement plus véhémente, les principales répercussions pour l'économie luxembourgeoise se produisent à partir du dernier trimestre 2008. Aussi la réduction de l'excédent est-elle de 25%, ce qui se traduirait en chiffres annualisés par une réduction de l'excédent de 4 milliards d'euros, soit un montant légèrement supérieur au solde courant annuel global. Toutes choses étant égales par ailleurs, et en cas de poursuite de l'évolution de ces deux trimestres (dernier trimestre 2008 et premier trimestre 2009), la balance courante deviendrait ainsi déficitaire - pour la première fois depuis 1964. Cette évaluation très globale ne tient toutefois pas compte d'éventuelles réductions des importations de biens ou de services (autres que de services financiers) ou des paiements de revenus ou de rémunérations opérés par le secteur financier. Une telle analyse détaillée des effets induits dépasse cependant le cadre de cette présentation.

En l'absence d'investigations approfondies, il est toutefois permis de conclure que si les effets immédiats de la première phase de la crise financière n'ont guère affecté le solde courant du Luxembourg, les retombées dans le temps et surtout l'arrivée de la seconde vague de cette crise financière (automne 2008) ont lourdement réduit les exportations nettes de services financiers.

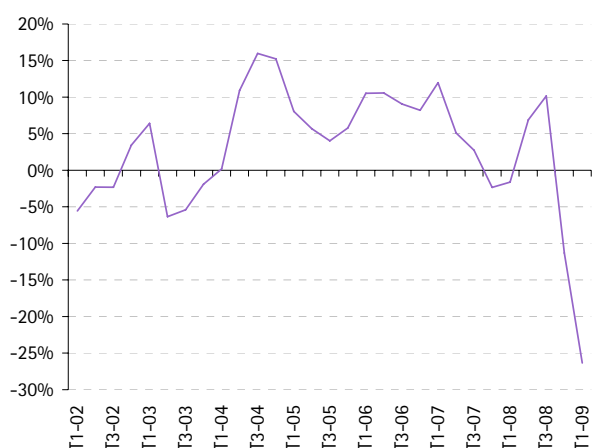
3. Impact de la crise économique mondiale

Comme indiqué plus haut, la crise de liquidité et la perte de confiance ont eu de lourdes répercussions sur l'industrie et sur les autres activités de services du Luxembourg. Les principales retombées ont été enregistrées à partir d'octobre dans l'industrie. Sur l'ensemble des neuf premiers mois de l'année 2008, les exportations de marchandises (commerce général) avaient encore connu une progression de quelque 6% en valeur. Les effets de la crise financière ne s'étaient donc guère manifestés. Les retombées à partir du mois d'octobre sont d'autant plus fortes et atteignent une large part des secteurs. Globalement le recul en valeur est de 11% au dernier trimestre 2008 par rapport au même trimestre de l'année précédente. Au cours du premier trimestre 2009, la chute (-26%) s'accroît encore.

Les trois piliers de l'industrie (sidérurgie, industries plastique et de pneumatique, ainsi que les industries spécialisées dans les biens d'équipement) qui représentent au total les deux tiers des exportations, ont connu des effondrements historiques. Les exportations de métaux ont même été réduites de plus de 40% au cours du premier trimestre de 2009, après une stagnation à la même période de l'année précédente.

Si les effets de la crise se sont donc très clairement manifestés dès le mois de novembre 2008 au niveau des exportations de marchandises, l'effondrement s'est encore sensiblement accru au début de 2009. En revanche, les exportations de services autres que financiers n'ont guère enregistré d'impact de la crise en 2008. Au cours des neuf premiers mois de l'année 2008, l'expansion a même été notable avec une croissance de 15%. Au cours du dernier trimestre, le rythme de croissance a certes été freiné, mais les différentes branches ont continué à progresser de près de 5%.

Graphique 4: Evolution des exportations de marchandises



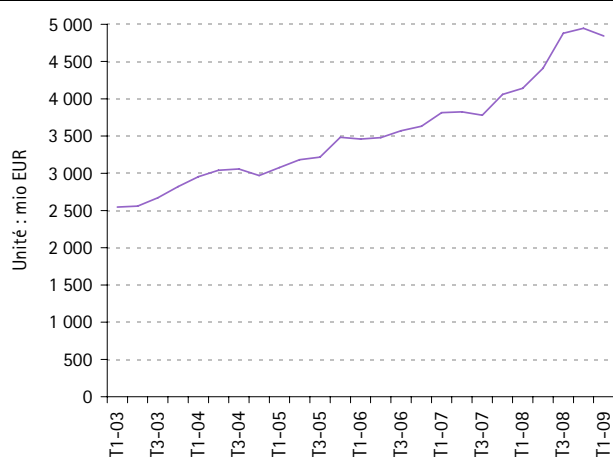
Source : STATEC

Certains secteurs de services, comme la communication, seront sans doute relativement moins affectés par la crise que d'autres secteurs (notamment les transports internationaux). Alors qu'une telle différenciation est encore peu perceptible au dernier trimestre 2008, les premières données de 2009 laissent présager un net recul des activités de transport et une croissance, certes légère, des exportations de services de communication.

En résumé on peut donc dégager une entrée en crise des échanges extérieurs de l'économie luxembourgeoise en trois étapes:

- Le premier secteur à être affecté est (sans surprise) le secteur financier. Il passe encore relativement bien la première phase de la crise financière 2007, mais enregistre un ralentissement du rythme d'expansion (exceptionnel) dès le second semestre 2007. La seconde phase de la crise financière (automne 2008) le touche lourdement avec une chute des exportations de services financiers (-25%) au dernier trimestre 2008.
- Le second secteur touché est l'industrie dont les exportations baissent de plus de 10% dès le mois d'octobre 2008. L'effondrement s'accroît au début de 2009, avec une chute (-26%) des exportations (en valeur) de marchandises.
- En général, les exportations de services autres que financiers résistent le mieux et ne sont que faiblement affectées en 2008, avec même une progression en valeur au dernier trimestre 2008, encore que des premiers signes de ralentissement de certaines activités de transport international peuvent être observés.

Graphique 5: Solde trimestriel annualisé de la balance des services autres que financiers



Source : BCL, STATEC

B. La balance courante du Luxembourg en 2008

Sous l'effet de la crise économique et financière mondiale, l'excédent de la balance courante s'est fortement réduit au dernier trimestre de 2008 (260 millions d'euros, contre 1.2 milliard au même trimestre de l'année précédente). Cet effondrement en fin d'année explique pour une large part la nette réduction du solde annuel qui se chiffre légèrement au-dessus de 2 milliards d'euros, contre 3.6 milliards en core en 2007.

L'effondrement de l'excédent des services financiers de quelque 1.7 milliard d'euros, à la suite de la crise financière et de l'éclatement de la bulle boursière en est la première cause. En revanche, les aggravations respectives des déficits de la balance commerciale et des transferts courants ont été quasiment compensées par la résorption du déficit des revenus et par la nette amélioration de l'excédent des services autres que financiers.

Tableau 1: Principaux soldes des comptes courant et de capital

	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2008(1)
	Unité: mio EUR						
Compte courant	2 526	2 103	3 254	3 324	3 543	3 572	2 017
Biens	-2 220	-2 640	-2 862	-3 390	-3 473	-3 503	-4 304
Services	8 615	8 806	10 468	13 065	16 486	20 202	19 369
Services financiers	6 140	5 984	7 499	9 584	12 854	16 144	14 423
Services autres que financiers	2 475	2 822	2 969	3 481	3 631	4 058	4 946
Revenus	-3 558	-3 515	-3 487	-5 410	-8 420	-11 420	-11 025
Rémunération des salariés	-3 278	-3 474	-3 866	-4 253	-4 848	-5 558	-6 198
Revenu des investissements	-280	-42	380	-1 156	-3 572	-5 862	-4 827
Transferts courants	-310	-547	-866	-942	-1 049	-1 708	-2 023
Administrations publiques	-91	199	131	136	429	397	495
Autres secteurs	-219	-746	-997	-1 078	-1 478	-2 104	-2 518
Compte de capital	-95	-125	-617	884	-275	-147	-218
Capacité de financement	2 431	1 978	2 637	4 208	3 268	3 425	1 799

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

1. Chute des échanges extérieurs de services financiers à partir d'octobre 2008

En 2008, le solde dégagé par les échanges extérieurs de services financiers recule de plus de 1.7 milliard d'euros (dont 1.2 milliard sur le seul dernier trimestre), ce qui correspond à une chute de près de 11% par rapport à 2007. Il en est de même pour les exportations de services financiers, qui accusent une baisse de près de 3 milliards d'euros en 2008 pour se chiffrer à quelque 29.3 milliards d'euros. Il s'agit de la première baisse en plus de quatre ans, c.-à-d. depuis la reprise des marchés financiers internationaux.

Vers la fin de l'année 2007, le rythme de croissance des exportations de services financiers s'essouffle pro-

gressivement et tourne dans le rouge au courant de la deuxième moitié de l'année 2008 pour atteindre -13% et -25% respectivement au troisième et quatrième trimestre. Cette tendance négative risque de perdurer au moins durant la première moitié de 2009 et dépendra essentiellement de l'évolution en cours d'année des actifs nets détenus par les fonds d'investissement résidents.

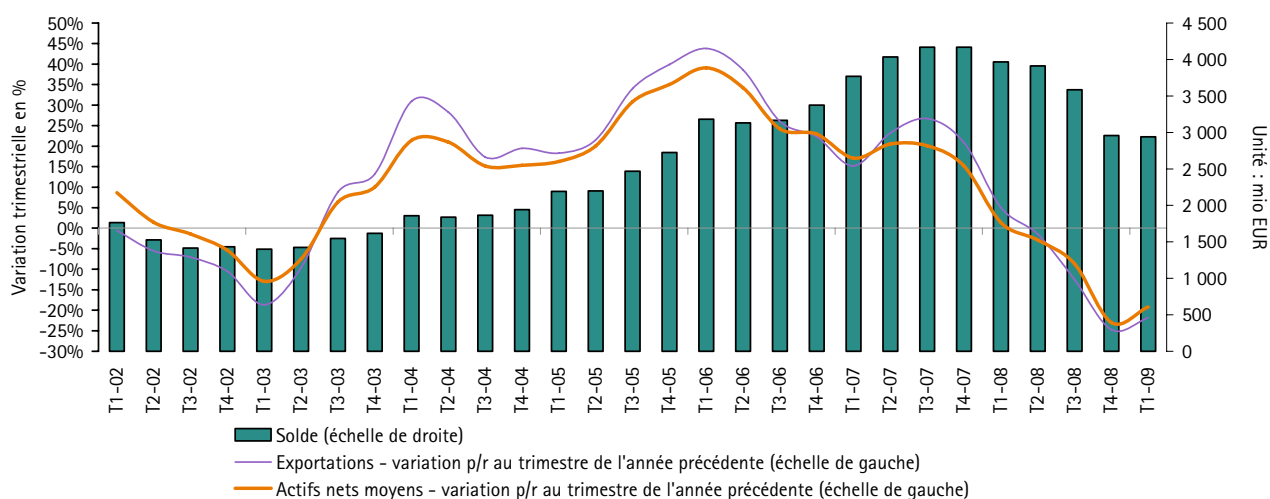
La corrélation qui existe entre l'évolution des échanges internationaux de services financiers et celle des actifs détenus par les fonds d'investissement domiciliés au Luxembourg ressort des graphiques 6 et 7. En 2008, les encours nets sous gestion dévissent de près de 500 milliards d'euros. Cette baisse sensible de l'ordre de 24% en une année seulement entraîne une chute conséquente des exportations de services financiers, chute qui s'accélère à partir du mois de septembre 2008.

Tableau 2: Evolution des échanges extérieurs de services financiers par secteur d'activité

	Unité : mia EUR					Variation en %			
	2004	2005	2006	2007	2008	2005/04	2006/05	2007/06	2008/07
Recettes (exportations)	15.6	20.1	26.5	32.2	29.3	28.7	31.9	21.5	-9.0
dont activité OPC	13.6	17.7	23.8	29.0	25.7	30.1	34.9	21.7	-11.2
dont activité bancaire	2.0	2.4	2.6	3.1	3.5	18.0	10.9	18.3	11.0
Dépenses (importations)	8.1	10.5	13.7	16.1	14.9	29.4	29.8	17.6	-7.3
dont activité OPC	7.0	9.1	12.2	14.2	12.4	30.9	33.5	16.8	-12.7
dont activité bancaire	1.1	1.3	1.3	1.6	2.0	18.6	4.6	19.7	27.4
Net (solde)	7.5	9.6	12.9	16.1	14.4	27.8	34.1	25.6	-10.7
dont activité OPC	6.6	8.5	11.6	14.7	13.3	29.2	36.4	26.8	-9.8
dont activité bancaire	0.9	1.1	1.3	1.5	1.4	17.4	18.2	16.7	-6.0

Source : BCL, STATEC

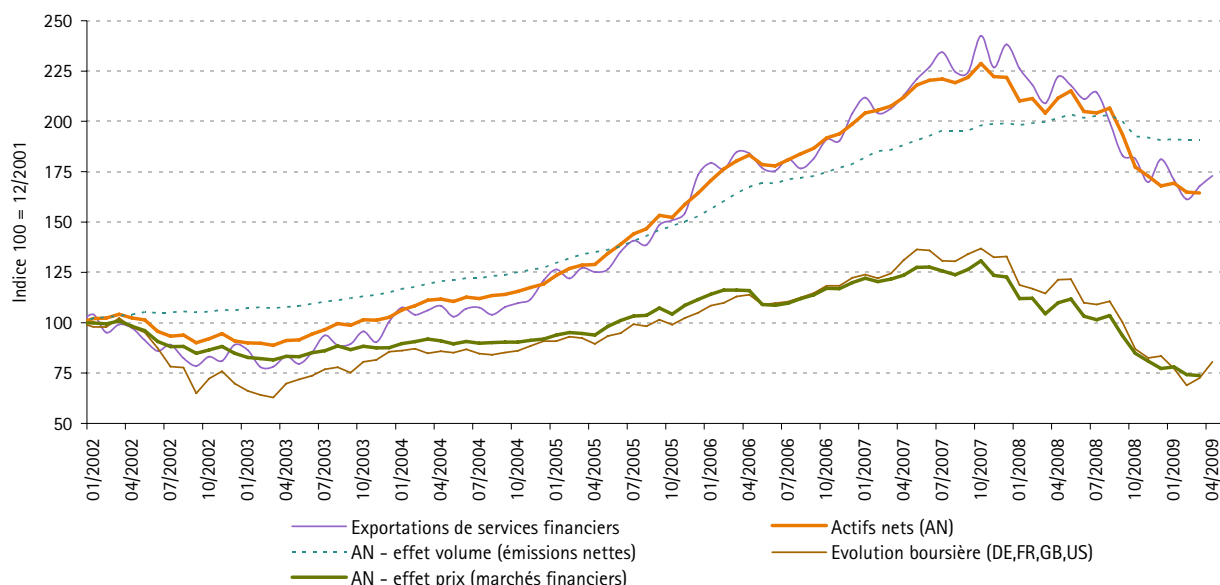
Graphique 6: Évolution trimestrielle des échanges extérieurs de services financiers



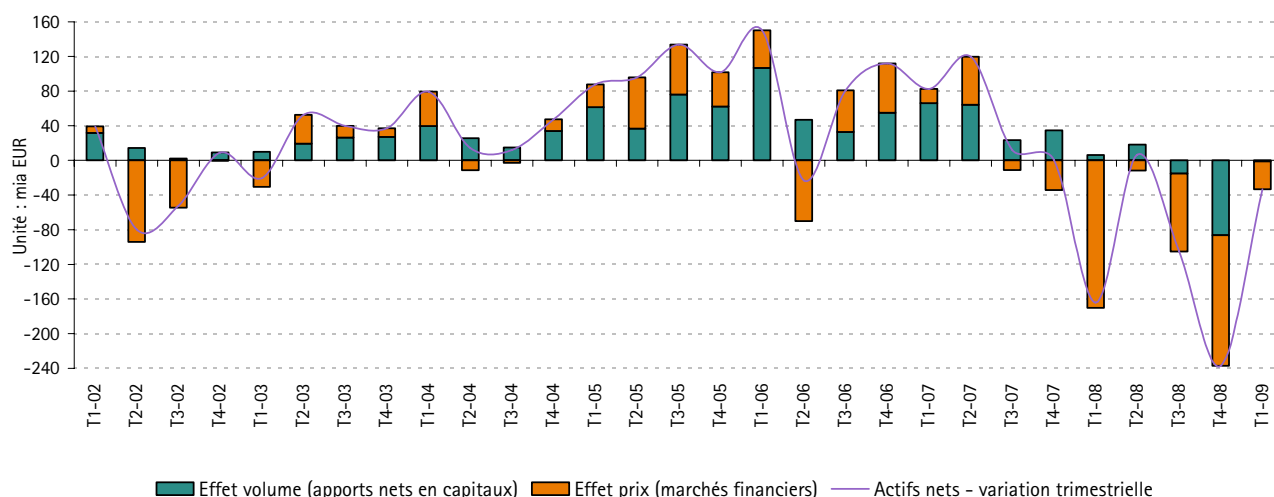
Source : BCL, CSSF, STATEC

Près de 85% de la réduction des actifs nets en 2008 peut être attribuée à la mauvaise performance des marchés boursiers internationaux, ce qui équivaut à quelque 423 milliards d'euros. C'est le premier trimestre qui a enregistré la plus forte baisse d'encours liée aux marchés financiers, avec 170 milliards d'euros, contre 151 et 90 milliards d'euros respectivement au quatrième et troisième trimestre.

Les retraits nets de capitaux se sont chiffrés à 77 milliards d'euros en 2008 et se sont produits essentiellement au cours du dernier trimestre de l'année. Autre constat peu réjouissant: les deux derniers trimestres de 2008 ont été les premiers à enregistrer des retraits nets de capitaux, du jamais vu depuis les dix dernières années.

Graphique 7: Exportations de services financiers, marchés boursiers et actifs gérés par les OPC résidents

Source : Boursorama, BCL, CSSF, STATEC ; calculs de l'auteur

Graphique 8: Evolution des actifs nets gérés par les fonds d'investissements luxembourgeois

Source : CSSF ; calculs de l'auteur

Au niveau européen, les actifs nets ont baissé d'un peu plus de 22% entre 2007 et 2008, ce qui correspond à quelque 1.77 billions d'euros. Environ 84% de ces pertes (ou 1.48 billions d'euros) peuvent être imputées aux sept principaux pays actifs dans le domaine des fonds d'investissement. Parmi ceux-ci,

certains (comme l'Allemagne ou la France avec respectivement -13% et -14%) ont mieux résisté que d'autres (comme le Royaume-Uni ou l'Italie avec respectivement -39% et -31%). Le Luxembourg se situe légèrement en-dessous de la moyenne européenne avec -24.3%.

Tableau 3: Evolution des actifs nets gérés par les fonds d'investissements des principaux pays européens

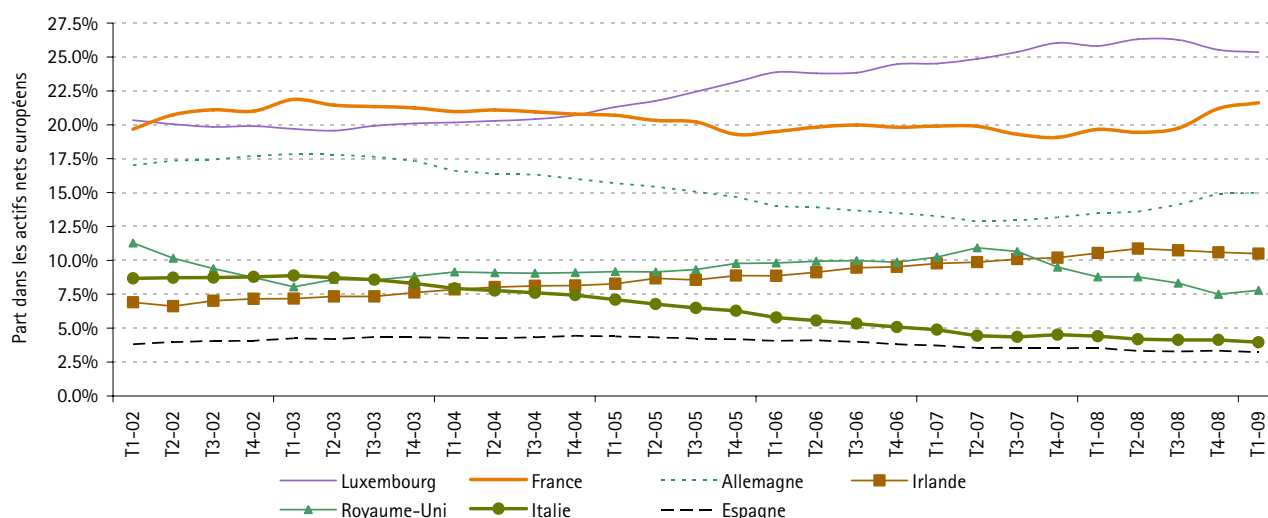
	Valeur au 31/12 (Unité : mia EUR)					Var. annuelle moy. en %		Part relative en %	
	2002	2004	2006	2007	2008	2008/02	2008/07	2002	2008
Luxembourg	845	1 106	1 845	2 059	1 560	10.8	-24.3	19.9	25.5
France	891	1 110	1 494	1 508	1 295	6.4	-14.2	21.0	21.2
Allemagne	751	855	1 018	1 042	911	3.3	-12.5	17.7	14.9
Irlande	304	435	718	806	647	13.4	-19.7	7.2	10.6
Royaume-Uni	370	487	745	751	458	3.6	-39.0	8.7	7.5
Italie	372	397	383	358	253	-6.3	-29.4	8.8	4.1
Espagne	173	238	288	279	203	2.8	-27.0	4.1	3.3
Europe	4 241	5 342	7 541	7 909	6 110	6.3	-22.8	100.0	100.0

Source : EFAMA (European Fund and Asset Management Association)

Au 31 décembre 2008, les sept leaders en matière de fonds d'investissement en Europe détenaient 86.6% des encours nets totaux, ce qui constitue une légère baisse de 0.8 point par rapport à la situation de fin 2002. Le Luxembourg a su consolider sa position de leader européen depuis 2005 avec plus d'un quart des actifs nets européens sous gestion. D'ailleurs, seuls le Luxembourg (+5.5 points) et l'Irlande (+3.4 points) ont vu leur part de marché augmenter au cours des six dernières années. Le poids de la France (classée deuxième d'après les actifs gérés) est resté stable pendant la période sous revue, même s'il est en hausse depuis le troisième trimestre 2008, ce qui a réduit l'écart avec le Luxembourg.

En termes de croissance annuelle moyenne sur les six dernières années, les encours nets détenus par les fonds d'investissement irlandais décrochent la pre-

mière place avec une hausse d'environ 13.4% en moyenne annuelle. Dans cet exercice, le Luxembourg occupe la deuxième position avec une progression annuelle moyenne de ses actifs nets de 10.8%, suivi par la France (6.4%, ce qui équivaut à la moyenne européenne), le Royaume-Uni (3.6%), l'Allemagne (3.3%) et l'Espagne (2.8%). Seuls les fonds domiciliés en Italie ont vu leurs encours nets baisser sur les six dernières années, et ce de manière sensible (-6.6% en moyenne par année) tout en perdant plus de la moitié de leur part relative (qui passe de 9% en 2002 à 4% en 2008). Cependant, il est important de préciser qu'en termes de variation absolue sur les six dernières années, les fonds d'investissement résidents au Luxembourg restent en tête en affichant une progression de leurs actifs nets de 715 milliards d'euros, suivis de très loin par les fonds français et irlandais (avec respectivement 402 milliards et 343 milliards d'euros).

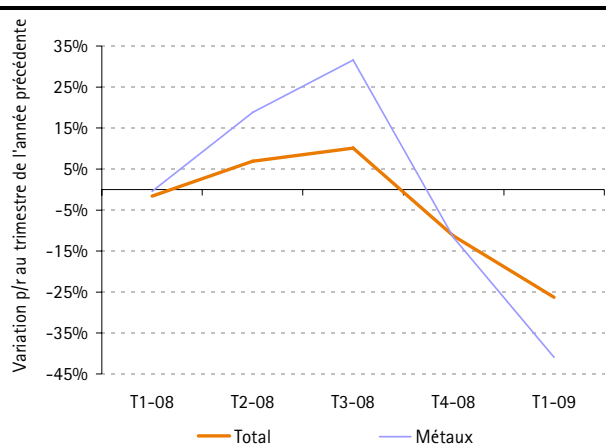
Graphique 9: Poids des principaux pays européens domiciliataires de fonds d'investissements (en termes d'actifs nets sous gestion)

Source : EFAMA (European Fund and Asset Management Association)

2. Ecrroulement des échanges extérieurs de marchandises en fin d'année

Pour les exportations de marchandises, l'année 2008 fut extrêmement contrastée (tant en termes de valeur que de volume). Au cours des quinze dernières années, on n'a jamais atteint une valeur mensuelle pour les exportations de marchandises du niveau de celle de juin 2008 et on n'a jamais connu une chute aussi forte que celle de novembre (-17% par rapport au même mois de l'année précédente).

Graphique 10: Evolution trimestrielle des exportations de marchandises en 2008/2009



Source : STATEC

L'évolution au cours de l'année est marquée par trois périodes très distinctes. Au premier trimestre, les activités à l'exportation sont relativement modestes. Le léger recul s'explique surtout par une baisse en volume (-4.5%), alors que les prix augmentent de 3%. En revanche, aux second et troisième trimestres une flambée des prix fait exploser les valeurs à l'exportation, alors que l'évolution en volume reste en retrait. La plupart des secteurs ont ainsi su reporter sur leurs prix de vente la poussée des prix des matières premières et des biens intermédiaires. Pour les produits métalliques, on note une expansion historique en valeur, de telle sorte qu'en juin et juillet 2008, les exportations dépassent la valeur mensuelle de 440 millions d'euros.

L'euphorie au niveau des prix est toutefois de très courte durée puisqu'au dernier trimestre, on assiste à un écrroulement des prix et de la demande. Les exportations de produits métalliques chutent de 12% et les exportations totales de 10%. Les premiers résultats du premier trimestre 2009 montrent que le plancher n'est pas encore atteint. Par rapport à la même période de l'année précédente, l'écrroulement est substantiel: de 26% au total et de 40% pour les produits métalliques.

L'industrie luxembourgeoise étant essentiellement spécialisée dans des biens intermédiaires rentrant dans la production de biens d'équipement, il est évident que l'écrroulement mondial de ces secteurs (et en particulier le secteur automobile) affecte directement les exportations industrielles. De surcroît, la perte de confiance générale, le report, voire l'annulation de projets d'investissements et le tassement de la consommation dans l'économie mondiale ont eu un impact sur les volumes exportés et sur les valeurs unitaires.

Si les exportations totales ont donc plutôt stagné en valeur (+1.7%), on note surtout une forte réduction des exportations en dehors de l'UE (-6.7%), alors que les ventes au sein de la zone euro (+2.6%) et de l'UE (+3.1%) ont progressé légèrement. Néanmoins cette évolution divergente se dégage plutôt d'un repli extra UE qui se situe avant l'avènement de la crise économique. En effet, au dernier trimestre, les exportations chutent globalement de 10%, à l'intra UE comme à l'extra UE. Cependant, au cours des trois premiers trimestres de 2008, les ventes destinées au Marché intérieur ont encore augmenté de 6.5%, alors que les expéditions hors UE ont déjà baissé de 4.3%.

Ce sont surtout les expéditions vers les grands pays émergents, notamment la Turquie (-41%), le Brésil (-33%) et la Chine (-19%), ainsi que vers certaines autres économies émergentes d'Asie - Hongkong (-57%), Singapour (-47%) et Taiwan (-25%) - qui ont connu un repli substantiel. Ces fortes variations sont cependant à nuancer par le fait que pendant les années antérieures (2006 et 2007), les ventes vers ces destinations avaient connu des augmentations notables pour atteindre dans la plupart des cas des niveaux record. Dans certains cas, ces progressions exceptionnelles étaient liées à des projets d'envergure limités dans le temps. Dans ce sens, le repli n'est que partiellement lié à la crise.

Tableau 4: Exportations vers les grands pays émergents

	Valeur (Unité : mio EUR)								Part relative en % du total							
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
Monde	9 005	8 834	9 747	10 319	11 307	11 792	11 988		100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	
Zone euro (15)	6 830	6 745	7 605	7 719	8 377	8 793	9 024		75.8	76.4	78.0	74.8	74.1	74.6	75.3	
Autres pays de l'UE (12)	1 055	958	966	1 090	1 189	1 327	1 405		11.7	10.8	9.9	10.6	10.5	11.3	11.7	
dont "nouveaux pays membres" (9)	237	249	276	309	388	463	496		2.6	2.8	2.8	3.0	3.4	3.9	4.1	
UE27	7 885	7 703	8 571	8 808	9 566	10 120	10 429		87.6	87.2	87.9	85.4	84.6	85.8	87.0	
Hors UE 27	1 121	1 130	1 176	1 511	1 741	1 672	1 559		12.4	12.8	12.1	14.6	15.4	14.2	13.0	
Etats-Unis	292	234	250	337	378	298	314		3.2	2.7	2.6	3.3	3.3	2.5	2.6	
BRIC	120	187	198	254	397	406	347		1.3	2.1	2.0	2.5	3.5	3.4	2.9	
dont: Brésil	10	8	25	40	30	35	23		0.1	0.1	0.3	0.4	0.3	0.3	0.2	
Russie	41	40	67	61	118	147	142		0.5	0.5	0.7	0.6	1.0	1.2	1.2	
Inde	10	11	11	15	27	30	24		0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.3	0.2	
Chine	59	129	95	137	222	194	158		0.7	1.5	1.0	1.3	2.0	1.6	1.3	
Turquie	29	30	59	75	91	130	76		0.3	0.3	0.6	0.7	0.8	1.1	0.6	
OPEP	92	110	113	129	136	121	158		1.0	1.2	1.2	1.3	1.2	1.0	1.3	

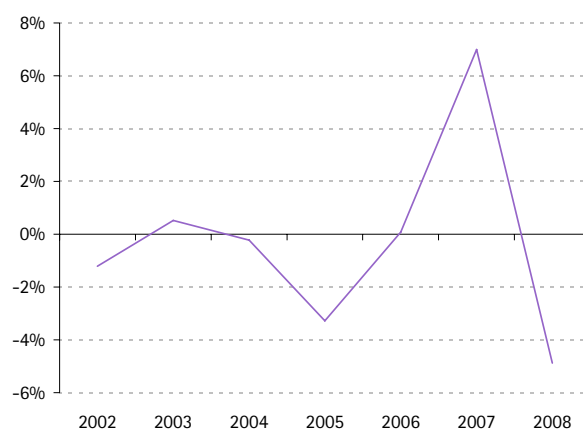
Source : STATEC

Parallèlement à ces phénomènes de réduction, il y a lieu de signaler aussi des expansions sur d'autres marchés et notamment vers les pays exportateurs de pétrole. Aussi les ventes aux pays de l'OPEP ont-elles progressé de 31% en 2008 par rapport à 2007 pour se chiffrer à 158 millions d'euros – soit un montant similaire aux ventes à la Chine pour la même année.

Globalement, les importations de marchandises ont progressé de 6% en 2008, essentiellement sous l'effet du renchérissement des prix des produits pétroliers et de certaines autres matières premières au cours des trois premiers trimestres. Alors que les importations de combustibles minéraux (donc essentiellement les produits énergétiques) ont connu une croissance de 26%, les autres importations n'ont augmenté que de 3%. Pour le dernier trimestre de 2008, l'on note surtout une baisse des importations de matières premières, de biens intermédiaires et de biens d'équipement.

Au-delà du choc du dernier trimestre tant à l'importation que – et surtout – à l'exportation, l'année 2008 reste donc caractérisée par une forte détérioration des termes de l'échange, à la suite d'une hausse beaucoup plus forte des prix à l'importation (renchérissement des produits pétroliers) par rapport à ceux à l'exportation en début d'année.

Graphique 11: Evolution des termes de l'échange

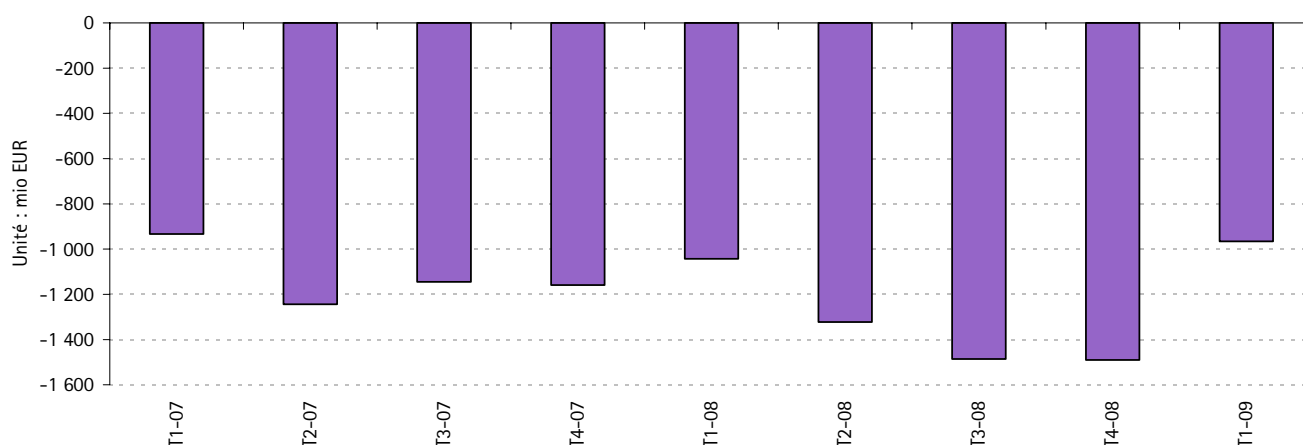


Source : STATEC

C'est aussi cette évolution des prix qui contribue pour une large part à la détérioration du déficit de la balance commerciale – en tout cas au cours des trois premiers trimestres de 2008. Durant cette période, le solde négatif passe de 3.3 milliards d'euros en 2007 à 3.8 milliards en 2008. Sur le dernier trimestre, l'aggravation est encore de quelque 330 millions d'euros. Celle-ci est plutôt due aux répercussions de la crise sur les exportations, qui chutent beaucoup plus fortement que les importations.

Au premier trimestre 2009, on enregistre une chute en valeur des exportations et des importations conduisant à un recul relatif du déficit commercial.

Graphique 12: Evolution du solde des échanges de marchandises (commerce général)



Source : STATEC

3. Les grandes entreprises actives dans le domaine informatique et de l'information

Encadré: Le contexte réglementaire et son évolution

Avant la mise en place de la directive 2002/38/CE du 7 mai 2002 relative au régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux services de radiodiffusion et de télévision et à certains services fournis par voie électronique, un prestataire de services établi en dehors de l'UE n'y avait pas à payer de TVA, même si une partie de ses clients furent européens.

Pour remédier à cette situation, la directive 2002/38/CE prévoit qu'à partir du 1^{er} juillet 2003, les sociétés prestataires de services par voie électronique non établies dans l'UE soient assujetties à la TVA dans le pays de résidence du client. Cependant pour éviter qu'une société n'ait l'obligation de s'inscrire dans 15, voire 27 pays différents, un régime spécial (et optionnel) accorde à chaque société la possibilité de s'identifier à la TVA dans un Etat membre de son choix, qui encaisse la totalité de la TVA, mais rembourse les autres Etats membres. Lors de la facturation, la société doit tenir compte du taux de TVA applicable dans le pays de résidence du client respectif.

Par contre, pour les sociétés établies dans l'UE, la directive 77/388/CEE du 17 mai 1977 (et modifiée par la suite) est applicable. Cette directive stipule qu'une société est assujettie à l'endroit où le prestataire a établi le siège de son activité économique à partir duquel le service est fourni. Lorsque le service est rendu à partir d'un établissement stable, cet établissement du prestataire est considéré comme siège de son activité économique. Le taux de TVA applicable est celui du pays de résidence. En implantant leur siège social au Luxembourg, les sociétés ont pu bénéficier de la deuxième directive et appliquer un taux de TVA de 15% tel qu'il est en vigueur au Luxembourg, et non pas des taux de TVA plus élevés applicables dans d'autres pays de l'UE. Dans ce cas, le Luxembourg encaisse la totalité de la TVA sans devoir rembourser les autres Etats membres.

Des changements auront lieu suite au consensus sur la réforme de la TVA, à laquelle les ministres européens des Finances ont accordé leur soutien en date du 4 décembre 2007. Le lieu du régime fiscal applicable sera déplacé du lieu d'établissement du fournisseur vers celui du consommateur, afin que tous les consommateurs soient imposés selon le même taux de TVA, sans tenir compte du pays d'établissement du prestataire de service. Les modifications seront progressivement introduites à compter de 2015. A partir de cette échéance, l'accord permettra aux pays abritant des entreprises de services électroniques et de télécommunication de conserver 30% des recettes de la TVA collectées, le reste étant rétrocédé au pays de résidence du consommateur. La part conservée sera réduite à 15% après 2017, puis à zéro après 2019.

3.1 Historique des sociétés implantées au Luxembourg profitant du cadre réglementaire

AOL Europe Services Sàrl a été la première société qui s'est implantée au Luxembourg en 2003. Cette société a joué le rôle de locomotive pour tout le secteur, et même si l'activité principale a été cédée à d'autres entreprises essentiellement non-résidentes (et que l'activité sur le marché britannique a été reprise par une autre société luxembourgeoise, à savoir TPH Services Sàrl), AOL Europe Services Sàrl reste néanmoins présente au Luxembourg, bien qu'à moindre envergure.

Par la suite, d'autres sociétés plus ou moins importantes se sont implantées au Grand-Duché. Parmi celles-ci, on retrouve notamment Amazon Media EU Sàrl, Amazon Services Europe Sàrl, Digital River International Sàrl, eBay Europe Sàrl, iTunes Sàrl, Microsoft Luxembourg Sàrl, Napster Luxembourg Sàrl, Sky Broadband SA, Skype Communications SA, Skype Software SA, Skype Technologies SA et TPH Services Sàrl (classement par ordre alphabétique et non pas selon l'ordre d'implantation au Luxembourg).

Dans un souci de confidentialité et de protection des données individuelles, les analyses sont présentées pour l'ensemble des treize sociétés sélectionnées, et non pas individuellement pour chacune d'entre elles.

Après Skype et eBay, une troisième entité du groupe eBay s'est implantée au Luxembourg: la société américaine PayPal, leader mondial des services de paiement en ligne, y opère l'ensemble de ses activités européennes. A cet effet, une licence bancaire luxembourgeoise a été accordée à PayPal (Europe) Sàrl Et Cie, Sca par les autorités compétentes. Depuis juillet 2007, la banque est inscrite sur la liste officielle des banques agréées au Luxembourg et soumise à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Vu le caractère unique de son activité dans l'ensemble des sociétés reprises ci-dessus, cette société n'a pas été incluse dans les analyses, car les données seraient trop facilement identifiables, ce qui pose un nouveau problème de confidentialité.

A titre d'information et selon la presse locale, l'Etat luxembourgeois a encaissé pour l'année 2006 quelque 224 millions d'euros de TVA des filiales de grandes sociétés américaines implantées au Luxembourg suite à la directive européenne. Les recettes nettes pour 2007 sont évaluées à 235 millions d'euros et le budget 2008 de l'Etat luxembourgeois table sur des recettes de TVA de 270 millions d'euros dans ce domaine. En termes de création d'emploi, le nombre d'employés n'a cessé d'augmenter, d'environ 20 emplois au 1^{er} janvier 2004 à plus de 180 emplois au 1^{er} novembre 2008.

Ce secteur reste en évolution permanente, dont deux raisons essentielles sont le développement de l'activité de sociétés en cours d'implantation au Luxembourg (tel que Rakuten Europe Sàrl, Realnetworks International Sàrl, Vodafone Procurement Company Sàrl), et les efforts entrepris par le gouvernement luxembourgeois dans un souci de diversification de l'économie. L'Etat luxembourgeois investit, essentiellement à travers LuxConnect S.A.¹, environ 200 millions d'euros dans la mise en place et l'amélioration d'un réseau à très haut débit entre le Luxembourg et les centres primaires d'accès à Internet à l'étranger afin d'attirer davantage d'entreprises internationales du secteur des TIC (technologies de l'information et de la communication) et de renforcer ainsi le positionnement du Luxembourg dans ce domaine en Europe.

3.2 L'importance de ces sociétés dans la balance des paiements du Luxembourg

Par rapport au total des exportations et importations de services autres que financiers, la part relative n'a cessé d'augmenter depuis 2003 (de moins de 10% à plus de 20%), et ceci surtout grâce au nombre croissant de nouvelles sociétés. Pour la plupart des sociétés, il s'agit d'une délocalisation d'activités existantes (et non pas du développement de nouvelles activités) et le taux de croissance suit un rythme continu. D'ailleurs, pour toutes les entreprises sous revue, le niveau des services importés est presque équivalent à celui des services exportés, ce qui traduit une modeste valeur ajoutée et une faible création technologique au Luxembourg.

¹ LuxConnect est une agence publique du gouvernement du Luxembourg qui a pour mission de construire, exploiter et gérer plusieurs réseaux de fibre optique qui connecteront le pays aux points d'échange d'Internet à l'étranger.

Tableau 5: Recettes des services informatiques et de l'information

	2003	2004	2005	2006	2007 (1)	2008 (1)
	Unité: mio EUR					
Total des services autres que financiers	9 863	11 672	12 754	13 990	15 757	17 679
Acteurs informatiques sous revue	740	1 533	1 594	1 935	2 944	3 495
Part relative	7%	13%	12%	14%	19%	20%

Source : STATEC, BCL ; calculs STATEC

(1) chiffres provisoires

Au niveau de certaines sous-composantes de la balance des paiements du Luxembourg, les 13 sociétés concernées sont même prépondérantes et / ou dominantes. En 2008, leur total représente:

- 82% de l'ensemble des dépenses de télécommunication;
- 45% de l'ensemble des recettes de services informatiques et de l'information;
- autour d'un tiers du total des recettes et dépenses des autres services aux entreprises;
- 48% de toutes les dépenses de royalties et droits de licences;
- environ 70% de l'ensemble des recettes et dépenses des services personnels, culturels ou récréatifs.

Les échanges de services sont fortement concentrés sur le marché européen. Les plus importants pays partenaires sont le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Suisse et la France. Les Etats-Unis, pays d'origine des sociétés-mère dont dépendent certaines filiales importantes implantées au Luxembourg, arrivent en troisième respectivement cinquième position et ne représentent que 2% des recettes ainsi qu'un peu plus de 4% des dépenses enregistrées pour ces 13 sociétés.

Pour l'instant, ce secteur ne semble guère affecté par la récession économique mondiale. Entre le dernier

trimestre 2007 et le dernier trimestre 2008, les recettes ainsi que les dépenses reprises dans la balance des paiements du Luxembourg n'ont cessé d'augmenter (+11% pour les recettes et +22% pour les dépenses), même si cette hausse est moins prodigieuse que celles des années précédentes. Une des raisons majeures de la non-stagnation est entre autres le nombre croissant des personnes ayant accès à Internet et utilisant cette plate-forme pour effectuer des achats.

En analysant les entreprises individuellement, seules deux des 13 sociétés voient leurs recettes diminuer d'une année à l'autre. L'une d'entre elles est « ebay », qui même au niveau mondial connaît un recul du chiffre d'affaires globalisé, aussi bien pour le quatrième trimestre 2008 que pour le premier trimestre 2009¹. Il est intéressant de noter que les recettes de l'activité de ventes par enchères sont régressives, contrairement aux recettes provenant des autres activités (système de paiement et téléphonie par Internet) qui continuent à connaître une légère croissance. Les marchés européen et américain connaissent une évolution similaire fin 2008, mais le marché américain a connu une croissance de 3% au premier trimestre 2009 par rapport au quatrième trimestre 2008, en restant cependant sous le niveau du premier trimestre 2008 (-5%). Pour les marchés autres qu'américains, le niveau des recettes du premier trimestre 2009 est de -4% par rapport au quatrième trimestre 2008 et de -10% par rapport au premier trimestre 2008.

¹ Voir les communiqués de presse de eBAY Inc. du 21/01/2009 ainsi que du 22 avril 2009 (<http://investor.ebay.com/releases.cfm>).

Tableau 6: Dépenses des services informatiques et de l'information

	2003	2004	2005	2006	2007 (1)	2008 (1)
	Unité: mio EUR					
Total des services autres que financiers	7 041	8 703	9 272	10 358	11 698	12 733
Acteurs informatiques sous revue	643	1 362	1 407	1 564	2 594	3 004
Part relative	9%	16%	15%	15%	22%	24%

Source : STATEC, BCL ; calculs STATEC

(1) chiffres provisoires

3.3. La balance des paiements technologiques du Luxembourg

Un autre indicateur, extrait de la balance des paiements et reconnu au niveau international, est la balance des paiements technologiques (BPT), qui prend en compte l'ensemble des sociétés actives dans les différents domaines et ne se limite pas seulement aux treize entreprises sous revue. Cet indicateur mesure les transactions commerciales relatives aux transferts techniques internationaux.

La BPT enregistre la contrepartie financière versée ou reçue pour l'acquisition ou l'utilisation de brevets, licences, marques, dessins, savoir-faire et de services à

contenu technique (y compris l'assistance technique), ainsi que les frais de recherche et de développement à caractère industriel réalisés avec l'étranger.

En 2008, les recettes et dépenses de la balance des paiements augmentent de respectivement 21% et 36%. La baisse du volume des échanges, constatée en 2007 et due à la réorganisation d'une des filiales d'une grande société américaine active dans le domaine du commerce électronique, a pu être amortie et même être plus que compensée par l'expansion des activités des sociétés déjà présentes ainsi que par l'implantation au Luxembourg de nouvelles sociétés actives dans les technologies de l'information et de la communication.

Tableau 7: Recettes de la BPT

	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (1)	2008 (1)
	Unité: mio EUR						
Architecture, ingénierie et autres services techniques	62	58	69	54	60	58	81
Recherche et développement	188	209	192	199	207	203	219
Redevances et droits de licence	123	113	161	238	313	286	221
Services de télécommunication	733	737	764	843	1 078	1 564	1 959
Services informatiques et d'information	327	1 044	1 837	1 865	1 760	956	888
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (2)	38	14	11	1 116	5	9	11
Total	1 472	2 175	3 034	4 314	3 427	2 789	3 379

Source : STATEC, BCL ; calculs STATEC

(1) chiffres provisoires

(2) En ce qui concerne les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits, sont exclus : l'achat ou la vente par une ambassade étrangère (ou une organisation internationale) de terres, qui passent alors du territoire d'une économie à celui d'une autre.

Tableau 8: Dépenses de la BPT

	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (1)	2008 (1)
	Unité: mio EUR						
Architecture, ingénierie et autres services techniques	64	70	106	82	113	133	144
Recherche et développement	34	56	49	36	48	44	59
Redevances et droits de licence	105	96	117	111	128	290	329
Services de télécommunication	101	507	872	932	1 058	898	996
Services informatiques et d'information	300	322	467	548	532	549	537
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (2)	69	50	455	113	140	23	52
Total	673	1 101	2 066	1 825	1 988	1 554	2 116

Source : STATEC, BCL ; calculs STATEC

(1) chiffres provisoires

(2) En ce qui concerne les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits, sont exclus : l'achat ou la vente par une ambassade étrangère (ou une organisation internationale) de terres, qui passent alors du territoire d'une économie à celui d'une autre.

En analysant les différentes sous-composantes de la BPT, seules les recettes de redevances et droits de licences (-22%) ainsi que les recettes et dépenses des services informatiques et de l'information (avec respectivement -7% et -2%) connaissent un recul. Ces baisses peuvent être expliquées par la cessation de l'activité du principal acteur présent dans ces rubriques. Les autres sociétés actives dans ces domaines ont même connu une légère croissance de leur activité.

En 2008, le solde reste presque identique à celui de 2007; même les excédents / déficits des différentes sous-composantes demeurent semblables à ceux de l'année précédente. Notons que l'excédent des services de télécommunication est en forte hausse et atteint en 2008 quelque 963 millions d'euros. Les quatre principaux acteurs présents dans cette rubrique

connaissent à eux seuls une hausse de leur solde de quelque 235 millions d'euros, et ne sont pour l'instant presque pas touchés par la crise économique mondiale.

Le taux de couverture ne cesse de diminuer. Seul en 2005, il a été plus élevé à la suite d'une cession exceptionnelle d'actifs non financiers non produits. Selon les méthodologies internationales, l'activité d'une des sociétés implantées récemment au Grand-Duché est classée dans les services liés au commerce et, par conséquent, la plupart des recettes et dépenses n'apparaissent pas dans la BPT. La ventilation géographique reste similaire à celle des principaux acteurs informatiques, les échanges de services de la BPT restent essentiellement concentrés sur le marché de l'UE (83% des exportations et des importations des services).

Tableau 9: Solde de la BPT

	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (1)	2008 (1)
	Unité: mio EUR						
Architecture, ingénierie et autres services techniques	-2	-12	-38	-29	-53	-75	-62
Recherche et développement	154	152	144	163	159	159	160
Redevances et droits de licence	19	17	44	127	185	-5	-107
Services de télécommunication	632	230	-108	-89	20	666	963
Services informatiques et d'information	28	721	1 370	1 317	1 228	407	350
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (2)	-30	-36	-444	1 003	-135	-14	-41
Total	800	1 073	968	2 489	1 439	1 234	1 263

Source : STATEC, BCL ; calculs STATEC

(1) chiffres provisoires

(2) En ce qui concerne les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits, sont exclus : l'achat ou la vente par une ambassade étrangère (ou une organisation internationale) de terres, qui passent alors du territoire d'une économie à celui d'une autre.

Tableau 10: Taux de couverture de la BPT

	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (1)	2008 (1)
	Unité: mio EUR						
Architecture, ingénierie et autres services techniques	0.97	0.83	0.65	0.65	0.53	0.44	0.57
Recherche et développement	5.55	3.72	3.96	5.45	4.30	4.64	3.71
Redevances et droits de licence	1.18	1.18	1.37	2.15	2.45	0.98	0.67
Services de télécommunication	7.23	1.45	0.88	0.90	1.02	1.74	1.97
Services informatiques et d'information	1.09	3.24	3.93	3.40	3.31	1.74	1.65
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (2)	0.56	0.28	0.02	9.83	0.04	0.39	0.21
Total	2.19	1.97	1.47	2.36	1.72	1.79	1.60

Source : STATEC, BCL ; calculs STATEC

(1) chiffres provisoires

(2) En ce qui concerne les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits, sont exclus : l'achat ou la vente par une ambassade étrangère (ou une organisation internationale) de terres, qui passent alors du territoire d'une économie à celui d'une autre.

4. Services autres que financiers et BPT: croissance de toutes les sous-composantes

Les services de transport dégagent le plus important excédent des différentes sous-composantes des services autres que financiers et BPT, excédent qui atteint 1.5 milliard d'euros. En même temps, un des principaux postes de charges des sociétés de transport – c.-à-d. les achats de provisions de bord – est en forte progression (642 millions d'euros en 2008, contre 478 millions en 2007). En incluant ces charges dans le calcul du solde des services de transport, l'excédent diminue à 766 millions d'euros en 2007 et à 848 millions en 2008. Plus de la moitié des services sont réalisés avec des partenaires résidents dans l'UE – 55% des recettes et 65% des dépenses – et les pays limitrophes restent les principaux pays partenaires.

Cependant il est important de signaler que la hausse en valeur des services de transport est surtout due à la surtaxe de carburant¹, facturée notamment par les sociétés de transport aérien. Prenons comme exemple le principal opérateur de ce secteur, représentant approximativement la moitié des recettes enregistrées dans la balance des paiements: Cargolux Airlines SA. Dans son rapport annuel de 2008², la société précise que la surtaxe de carburant représente 30.3% du chiffre d'affaires (c.-à-d. 601 millions de dollars américains) en 2008,

contre 21.5% en 2007 (360 millions de dollars), ce qui représente une hausse de 241 millions de dollars (ou 173 millions d'euros³). Les recettes augmentent de 1.7 milliards à près de 2 milliards de dollars, soit une hausse d'un peu plus de 300 millions, dont 80% s'expliquent par la surtaxe de carburant. Il est important de souligner que le total des surtaxes de carburant ainsi que les gains réalisés sur les couvertures de risques du prix du kérosène n'ont pas suffi à contrecarrer les augmentations rapides et successives du prix des carburants en 2008.

L'évolution du prix du pétrole (en baisse depuis juin 2008) combinée à l'implosion de l'économie mondiale après octobre 2008 aura une influence majeure sur la performance de l'industrie du transport aérien en 2009. Selon le même rapport annuel de 2008 de Cargolux Airlines, les marchés ont spectaculairement baissé (-17%) en décembre 2008. Ce phénomène a affecté tous les marchés dans le monde, mais il a particulièrement touché les exportations vers les pays asiatiques.

Début 2009, la baisse du marché a même dépassé les 20% par rapport à l'activité de début 2008. Même si l'évolution de Cargolux semble un peu meilleure que celle du marché, un recul de l'activité est prévisible pour 2009.

Le solde excédentaire laissé par les services de voyages a connu une amélioration entre 2007 et 2008, passant de 347 millions d'euros à environ 414 millions, sans cependant atteindre le niveau de l'année 2005. Afin de correctement interpréter le solde constaté, il est important de souligner que dans les recettes de voyages sont comptabilisées outre les dépenses de touristes étrangers sur le territoire national, les ventes de produits d'accises et d'autres produits de consommation à des non-résidents (touristes ou voyageurs de passage ou en transit de même que les frontaliers).

Tableau 11: Recettes des services autres que financiers et BPT

	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (1)	2008 (1)
	Unité: mio EUR						
Transport	1 547	1 560	1 751	2 145	2 305	2 527	2 864
Voyages	2 542	2 646	2 940	2 904	2 878	2 934	3 053
Construction	127	146	187	228	266	347	394
Services d'assurance	1 100	1 146	1 342	1 573	1 823	1 781	2 050
Autres services aux entreprises	1 901	2 095	2 282	2 502	3 045	4 642	5 372
Services personnels, culturels	171	144	152	194	260	446	615
Total	7 389	7 738	8 653	9 546	10 578	12 676	14 349

Source : BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

¹ Les surtaxes de carburant sont les frais supplémentaires facturés par les compagnies aériennes ou autres transporteurs pour couvrir le surcoût dû au prix élevé du carburant. Les surtaxes de carburant ne sont jamais incluses dans les prix de bases.

² <http://www.cargolux.com/Press/AnnualReport.php>.

³ Convertis au taux de change officiel en vigueur au 31/12/2008.

Tableau 12: Dépenses des services autres que financiers et BPT

	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (1)	2008 (1)
	Unité: mio EUR						
Transport	790	692	854	1 019	1 076	1 282	1 374
Voyages	2 042	2 145	2 351	2 398	2 493	2 588	2 639
Construction	244	280	321	343	388	463	535
Services d'assurance	817	743	912	991	1 300	1 072	1 271
Autres services aux entreprises	1 572	1 869	2 403	2 641	3 021	4 086	4 462
Services personnels, culturels	325	369	384	267	340	448	559
Total	5 791	6 098	7 225	7 658	8 618	9 938	10 840

Source : BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Les services de construction connaissent un déficit depuis 2002, mais qui s'est aggravé entre 2007 et 2008 pour atteindre 141 millions d'euros et ceci à cause d'une hausse plus accrue des dépenses que des recettes. Pour certains grands chantiers plutôt exceptionnels entamés, le recours à des sous-traitants non résidents et leur savoir-faire est indispensable, citons entre autres la continuation de la route du Nord.

Les services internationaux d'assurance directe correspondent à la charge de services incluse dans les primes ainsi que les frais de services auxiliaires afférents aux contrats d'assurance et non pas à la totalité des primes proprement dites. La différence entre les primes encaissées et le service imputé (calculé) est portée soit en « transferts courants » pour les assurances non-vie et les réassurances, soit en « autres investissements » pour l'assurance-vie et les réassurances-captives. Il est important de noter que les données de la balance des paiements restent en partie basées sur des estimations, étant donné que les chiffres de base n'ont pas été entièrement disponibles lors de la clôture de la production des séries statistiques. Après l'année 2007, première année ayant connu un léger recul, les recettes et dépenses semblent avoir connu une hausse de respectivement 15% et 19%, et arrivent à nouveau à un niveau similaire, voire supérieure à 2006.

L'excédent constaté en 2007 des autres services aux entreprises a été conforté en 2008, et ceci surtout par la transformation du déficit des divers services commerciaux, professionnels ou techniques (224 millions d'euros en 2007) en léger excédent (7 millions d'euros en 2008) et par la hausse considérable

de l'excédent du négoce international et autres services liés au commerce (935 millions d'euros en 2008 contre 797 millions d'euros en 2007, soit une hausse de 17%). Comme pour 2007, cette croissance peut être expliquée par une progression continue des transactions brutes réalisées par les principaux opérateurs déjà présents en 2007, sans qu'un nouvel opérateur important se soit installé. L'autre rubrique - la location opérationnelle - ne connaît pas de croissance notable avec un solde déficitaire de 33 millions d'euros.

Au quatrième trimestre 2008, les recettes de services de publicité, études de marché et sondages diminuent de 18%, celles du principal opérateur de 19%, ce qui reflète la tendance internationale de recul des investissements publicitaires. Selon une étude française de Havas Média¹, au premier trimestre 2009, seules les recettes de publicité sur Internet devraient connaître une hausse, étant donné que les investisseurs ont le réflexe de privilégier les médias réactifs. La presse, la télévision, la radio et l'affichage subiraient de nouvelles baisses, baisses qui devraient dès lors se refléter dans les données de la balance des paiements. Selon le communiqué de presse du 7 mai 2009 du principal opérateur² luxembourgeois, le chiffre d'affaires du premier trimestre 2009 recule de 11.1% par rapport au premier trimestre 2008.

Par ailleurs, les services personnels et culturels sont la sous-composante des services autres que financiers et BPT qui connaît la plus forte progression en pourcentage entre 2007 et 2008, aussi bien du côté des recettes (+38%) que des dépenses (+25%). Le résultat en est que pour la première fois depuis 2002, le solde est légèrement positif. Cette évolution peut être expliquée par la performance des deux principaux opérateurs actifs dans ce domaine.

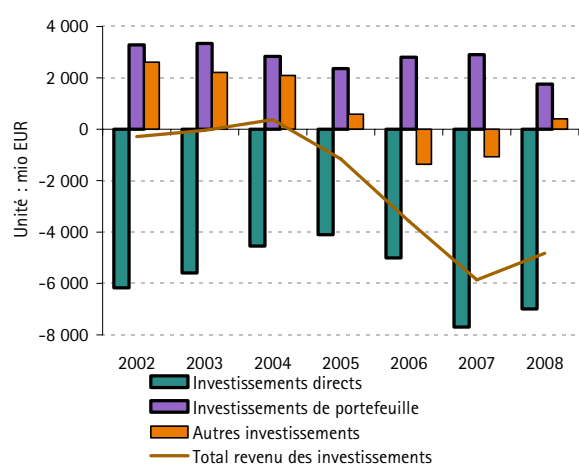
¹ <http://publication.e24.fr/hightech/mediapub/article55087.ece/Seule-la-pub-sur-internet-va-progresser-debut-2009.html>

² http://www.rtlgroup.com/www/htm/pressrelease_B0C8DDEE9E6A49F5BAF384DDC024A4C9.aspx

5. Nette amélioration du déficit du revenu des investissements

Le solde global du revenu des investissements avec l'étranger s'est amélioré en 2008 de plus d'un milliard d'euros, passant d'un déficit de 5.9 milliards en 2007 à un solde négatif de 4.8 milliards en 2008.

Graphique 13: Soldes du revenu des investissements de 2002 à 2008



Source: BCL, STATEC

Cette évolution est la résultante d'une amélioration à la fois des soldes dégagés par le revenu des investissements directs (réduction du déficit de quelque 700 millions d'euros) et du revenu des autres investissements dont le déficit de 1.1 milliard d'euros en 2007 s'est transformé en 2008 en un surplus de quelque 400 millions d'euros. Ces évolutions favorables ont largement compensé la détérioration des revenus nets de portefeuille dont le surplus de 2.9 milliards d'euros en 2007 revient à 1.8 milliard en 2008.

Les revenus des investissements directs étrangers (IDE) dégagent structurellement un déficit, notamment en relation avec la rémunération versée effectivement (dividendes) ou assignée fictivement (bénéfices réinvestis, c.-à-d. la partie non distribuée du bénéfice qui est attribuée à l'investisseur direct au prorata de sa participation¹) aux capitaux étrangers investis au Luxembourg. Par ailleurs, au niveau des encours les investissements directs de l'étranger au Luxembourg dépassent traditionnellement ceux du Luxembourg à l'étranger². Pour cette première estimation annuelle des revenus des IDE, les résultats sont à considérer comme extrêmement provisoires, notamment en raison de l'absence de certaines données de base qui touchent tout particulièrement à l'évaluation des bénéfices réinvestis.

Alors que les flux intra zone-euro ont quelque peu tendance à s'équilibrer, les flux extra zone-euro laissent structurellement un déficit important. A l'inverse, les transactions avec les pays en dehors de l'UE dégagent un surplus (à l'exception de l'année 2003), contre un résultat négatif important pour les opérations intra-UE noté sur toute la période observée.

Tableau 13: Revenu des investissements entre 2002 et 2008

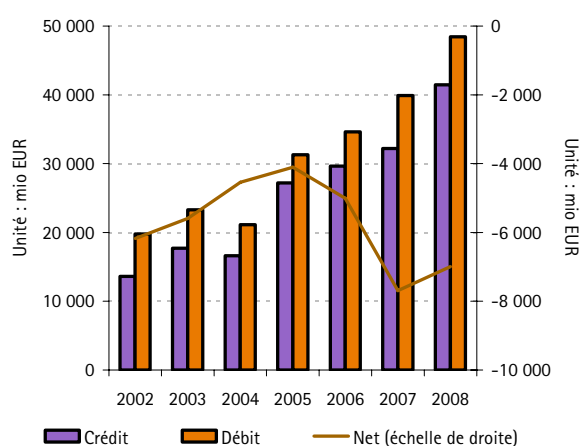
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (1)	2008 (1)
	Unité: mio EUR						
Crédit	63 531	60 445	61 109	78 535	100 723	118 002	132 919
Investissements directs	13 589	17 702	16 592	27 204	29 637	32 212	41 463
Investissements de portefeuille	34 740	31 237	33 684	39 454	54 400	63 231	66 480
Autres investissements	15 201	11 505	10 833	11 878	16 686	22 560	24 976
Débit	63 811	60 486	60 729	79 691	104 295	123 864	137 746
Investissements directs	19 763	23 297	21 133	31 310	34 643	39 909	48 454
Investissements de portefeuille	31 455	27 900	30 853	37 088	51 602	60 324	64 725
Autres investissements	12 593	9 289	8 743	11 293	18 050	23 630	24 567
Net	-280	-42	380	-1 156	-3 572	-5 862	-4 827
Investissements directs	-6 174	-5 595	-4 541	-4 106	-5 006	-7 698	-6 991
Investissements de portefeuille	3 285	3 338	2 831	2 365	2 797	2 906	1 756
Autres investissements	2 608	2 216	2 090	585	-1 364	-1 071	409

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

¹ La part de l'investisseur direct dans la perte nette d'une entreprise est comptabilisée comme un revenu négatif.

² Les stocks des IDE (comprenant les sociétés de type holding et soparfi) sont repris au niveau de la position extérieure globale établie par la BCL, alors que le détail des encours des IDE de l'économie réelle figure dans les statistiques y relatives publiées par le STATEC.

Graphique 14: Revenu des investissements directs entre 2002 et 2008

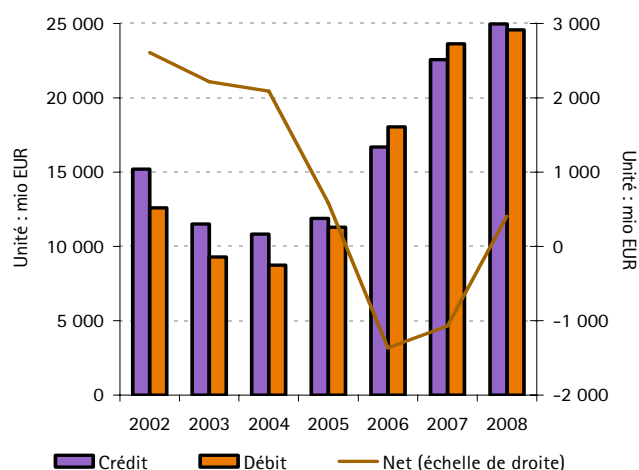
Source: BCL, STATEC

L'origine principale de cette situation se trouve dans la rémunération d'investissements directs importants en provenance du Royaume-Uni, qui, notamment à travers des structures financières luxembourgeoises, en ce compris des sociétés de participations financières, sont utilisés pour effectuer des investissements dans le monde entier.

Notamment sous l'effet d'une progression notable de la marge sur intérêts du secteur bancaire luxembourgeois (+25% suivant les données bilantaires), les revenus des autres investissements ont connu une nette amélioration, renouant de la sorte avec un solde positif après des déficits notés pour les deux années antérieures.

Les banques luxembourgeoises ont su mettre à profit les baisses répétées des taux d'intérêt qui ont eu un effet positif sur le rendement net des opérations d'intermédiation, notamment du fait de la structure des engagements (ressources) qui permettent une transformation d'échéances à court terme qui se fait à une moindre vitesse au niveau des créances (emplois). Cette tendance s'est confirmée pour le premier trimestre 2009, où, d'après les données comptables, la marge sur intérêts s'est appréciée de 21% par rapport à la même période de l'année 2008.

A noter que tant la Commission de surveillance du secteur financier¹ que la BCL² insistent sur la nature transitoire de cet effet.

Graphique 15: Revenus des autres investissements de 2002 à 2008

Source: BCL, STATEC

Tableau 14: Ventilation géographique des revenus des investissements directs

	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
Unité: mio EUR							
Crédit							
Monde	13 589	17 702	16 592	27 204	29 637	32 212	41 463
Intra zone-euro	6 021	10 095	8 755	15 169	17 185	16 922	22 512
Extra zone-euro	7 568	7 607	7 837	12 035	12 452	15 290	18 950
Intra UE-27	9 290	14 155	13 065	20 760	23 298	23 943	30 535
Extra UE-27	4 299	3 547	3 527	6 444	6 339	8 268	10 928
Débit							
Monde	19 763	23 297	21 133	31 310	34 643	39 909	48 454
Intra zone-euro	6 992	7 978	9 660	14 024	15 454	19 954	21 684
Extra zone-euro	12 771	15 319	11 474	17 287	19 189	19 955	26 770
Intra UE-27	16 171	19 227	18 036	27 332	29 882	34 944	39 331
Extra UE-27	3 592	4 071	3 098	3 978	4 761	4 965	9 123
Net							
Monde	-6 174	-5 595	-4 541	-4 106	-5 006	-7 698	-6 991
Intra zone-euro	-971	2 117	-904	1 145	1 731	-3 032	828
Extra zone-euro	-5 203	-7 712	-3 637	-5 251	-6 737	-4 665	-7 820
Intra UE-27	-6 881	-5 072	-4 971	-6 572	-6 584	-11 001	-8 797
Extra UE-27	707	-524	429	2 466	1 578	3 304	1 805

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

¹ http://www.cssf.lu/uploads/media/communiqué_PP0309.pdf.² http://www.bcl.lu/fr/media/communiqués/2009/03/Bulletin_2009_1/Bulletin_BCL_2009_1.pdf; page 88.

6. Amplification du déficit des revenus du travail

Les revenus du travail recouvrent les salaires, en espèces ou en nature, gagnés par les particuliers dans une économie autre que celle dont ils sont résidents. Cette rémunération est enregistrée sur la base du coût salarial qui renferme également les cotisations patronales et salariales ainsi que les impôts retenus. Les salaires pris en compte dans la balance des paiements du Luxembourg sont ceux générés par les frontaliers, les travailleurs saisonniers, les personnes recrutées localement par les ambassades et consulats et les résidents occupés par les institutions internationales.

Le tableau qui suit retrace l'évolution au cours des années 2002 à 2008. L'on constate pour chaque année de la période sous revue une augmentation des recettes et des dépenses de même qu'une aggravation du solde négatif. Ce déficit structurel croissant s'explique par le nombre nettement plus élevé de salariés frontaliers venant travailler au Luxembourg que celui des résidents travaillant à l'étranger (en ce compris les fonctionnaires et employés résidents travaillant dans des institutions internationales implantées au Luxembourg).

Les **recettes** qui s'élèvent en 2008 à 1.17 milliard d'euros sont générées principalement par les revenus du travail touchés par les résidents occupés auprès des institutions internationales et auprès des ambassades étrangères au Luxembourg. Le total des salariés résidents de ces institutions et ambassades s'élève en 2008 à quelque 10 000 agents. Figure également dans les recettes la rémunération des quelque 700 salariés résidents travaillant dans un pays limitrophe.

Du côté des **dépenses**, la quasi-exclusivité des revenus du travail est versée aux salariés frontaliers résidant dans les pays limitrophes et occupés dans l'économie luxembourgeoise. Ce montant est passé de 6.7 milliards d'euros en 2007 à 7.4 milliards en 2008. Deux facteurs majeurs ont été à l'origine de la progression du montant global des salaires versés aux frontaliers entrants, à savoir l'augmentation en moyenne annuelle des frontaliers qui passent de 136 233 en 2007 à 146 032 unités en 2008, ainsi que par l'adaptation généralisée des salaires au premier mars 2008. Cette tendance haussière de la rémunération des frontaliers est aussi confirmée pour les premiers mois de l'année 2009. En effet, le nombre de frontaliers est plus élevé au début de l'an 2009 par rapport aux mois correspondants de l'année précédente, le salaire social minimum a été adapté de 2% à la hausse au 1^{er} janvier 2009 et finalement le mécanisme automatique d'indexation des salaires a entraîné une augmentation de 2.5% à partir du 1^{er} mars 2009.

Tableau 15: Revenus du travail

	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2008(1)
	Unité: mio EUR						
Recettes	831	879	897	1 011	1 078	1 121	1 166
Dépenses	4 109	4 353	4 763	5 265	5 926	6 679	7 364
Solde global	-3 278	-3 474	-3 866	-4 253	-4 848	-5 558	-6 198

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

7. Nouvelle aggravation du déficit des transferts courants

En 2008, les transferts courants ont laissé un déficit de plus de 2 milliards d'euros, après un solde négatif de 1.7 milliard en 2007. Les transferts courants du secteur public continuent à dégager un surplus, notamment sous l'effet des impôts et cotisations sociales dus par les frontaliers. De leur côté, les transferts courants des autres secteurs se soldent par un déficit toujours croissant de 2.5 milliards d'euros.

7.1 Transferts courants des administrations publiques

Parmi les retenues sur la rémunération des frontaliers entrants, la proportion des impôts prélevés n'a que faiblement varié en 2008 par rapport à l'année précédente suite à la révision à la baisse des barèmes fiscaux et à l'abolition de la modération d'impôt pour enfants à charge. Ces deux mesures qui ont été mises en application en 2008, ont en effet agi en sens opposé sur la retenue fiscale. Du côté des dépenses, les transferts sociaux en faveur des non-résidents sont passés de 1.2 milliard en 2007 à 1.3 milliard d'euros en 2008. Cette progression assez prononcée est surtout due à l'introduction à partir de l'an 2008 d'un bonus fiscal alloué aux familles avec enfants à charge. En comparant le total des impôts et des cotisations sociales retenues sur la rémunération des frontaliers entrants au total des prestations revenant aux non-résidents, il ressort des excédents annuels croissants pour le Luxembourg. La couverture plus que suffisante des dépenses sociales par les recettes au niveau des cotisations sociales et impôts restera aussi assurée en 2009, même si les barèmes fiscaux ont de nouveau été révisés à la baisse.

Tableau 16: Transferts courants de 2002 à 2008

	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2008(1)
Unité: mio EUR							
Administrations publiques							
<i>Recettes totales</i>	1 198	1 435	1 451	1 650	1 988	2 097	2 314
Impôts sur le revenu et cotisations sociales	1 120	1 242	1 353	1 577	1 915	1 990	2 196
Autres	78	192	98	72	72	108	118
<i>Dépenses totales</i>	1 289	1 236	1 320	1 513	1 559	1 701	1 820
Prestations sociales	798	884	911	1 036	1 128	1 194	1 337
Institutions européennes	215	215	220	237	224	273	261
Aide publique au développement (APD)	74	81	99	109	112	138	159
Autres	201	56	91	131	95	96	63
<i>Solde</i>	-91	199	131	136	429	397	495
Autres secteurs							
<i>Recettes totales</i>	2 590	1 997	1 785	2 138	2 487	2 151	2 442
Assurances non-vie et réassurances	2 292	1 538	1 490	1 785	2 134	1 740	2 036
Autres	298	459	295	354	353	411	405
<i>Dépenses totales</i>	2 810	2 742	2 782	3 216	3 965	4 255	4 960
Envoi de fonds des travailleurs	47	47	52	55	65	66	65
Assurances non-vie et réassurances	2 112	1 715	1 615	1 916	1 983	1 765	2 117
Réallocation revenu monétaire	110	282	461	625	1 050	1 680	1 965
Autres	541	698	654	621	868	744	812
<i>Solde</i>	-219	-746	-997	-1 078	-1 478	-2 104	-2 518
Solde global	-310	-547	-866	-942	-1 049	-1 708	-2 023

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

7.2 Transferts courants des autres secteurs

Plus que jamais la détérioration du déficit global des transferts courants est à mettre en rapport avec les paiements nets effectués par la BCL à la Banque centrale européenne (BCE) dans le cadre de la réallocation du revenu monétaire¹. En application des statuts du Système européen de banques centrales (SEBC), le revenu dégagé par les banques centrales nationales (BCN) dans l'exercice des missions de politique monétaire de l'Eurosystème, est distribué aux BCN au prorata de leur part libérée dans le capital de la BCE, elle-même résultant d'une combinaison entre les parts dans le PIB de l'Eurosystème et de l'importance de la population respective. D'une façon générale la majeure partie du revenu redistribué entre les banques centrales de l'Eurosystème résulte du droit exclusif de la BCE et des BCN d'émettre des billets de banque ne portant pas intérêt et ayant cours légal. Les billets de banque émis sont des passifs non rémunérés qui ont comme contrepartie des actifs produisant des revenus qualifiés de «revenus de seigneurage». Des informations complémentaires concernant le partage du revenu monétaire se trouvent notamment dans les documents suivants:

- STATEC: bulletin n° 7/2005 relatif aux échanges économiques extérieurs du Luxembourg², page 397;
- BCL: rapport annuel 2007³ de la BCL, page 394;
- BCE: « La BCE, histoire, rôle et fonctions », deuxième édition⁴, page 119.

8. Déficit du compte de capital et réduction de la capacité de financement

Sous le double effet des dons pour investissements versés par le secteur public et des acquisitions nettes d'actifs incorporels intangibles (brevets, licences, marques commerciales ainsi que les transactions internationales découlant du système d'échanges de quotas d'émission de gaz à effet de serre établi par l'UE dans le cadre des accords de Kyoto⁵) le compte de capital se solde en 2008 par un déficit de 0.2 milliard d'euros représentant une dégradation de quelque 70 millions par rapport à la situation de l'année précédente.

Comme le solde cumulé des comptes courant et de capital dégage un excédent, la capacité de financement (structurelle au Luxembourg) issue de la balance des paiements s'élève – aux erreurs et omissions près – pour 2008 à 1.8 milliard d'euros, en très net repli par rapport à 2007 (3.4 milliards). La réduction sensible du solde net de financement est à mettre en relation directe avec la dégradation de plus de 1.6 milliard d'euros, observée en 2008 pour les exportations nettes de biens et services (chaque fois 0.8 milliard d'euros) et plus amplement commentée dans les parties y relatives de ce bulletin.

Rappelons que la contrepartie de ce solde de financement est le solde des opérations financières du reste du monde où les sorties nettes de capitaux s'élèvent à 1.9 milliard d'euros, ce qui représente quelque 5% du PIB.

Tableau 17: Capacité de financement de la balance des paiements entre 2002 et 2008

	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2008(1)
	Unité: mio EUR						
Balance sur biens et services	6 395	6 165	7 606	9 676	13 013	16 700	15 065
Solde des opérations de répartition (2)	-3 869	-4 062	-4 352	-6 352	-9 469	-13 128	-13 048
Compte de capital	-95	-125	-617	884	-275	-147	-218
Secteur public: dons pour investissements	-86	-97	-104	-114	-120	-141	-161
Autres transferts de capital	33	11	-63	-4	-20	8	2
Actifs non financiers non produits	-42	-40	-451	1 002	-135	-14	-59
Capacité de financement	2 431	1 978	2 637	4 208	3 268	3 425	1 799
Solde du compte financier	-2 668	-1 962	-2 808	-4 300	-3 509	-3 290	-1 866
Erreurs et omissions nettes	237	-16	171	92	240	-134	67

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

(2) il s'agit des revenus et des transferts courants

¹ Par convention la réallocation du revenu monétaire est comptabilisé comme un transfert courant; cf BCE, BOP-book 2007, page 54 (http://www.ecb.int/pub/pdf/other/bop_052007en.pdf).

² http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/series/bulletinSTATEC/2005/07_05_echanges_eco/index.html.

³ http://www.bcl.lu/fr/publications/rapports_annuels/2007/Rapport_annuel_2007.pdf.

⁴ <http://www.ecb.int/pub/pdf/other/ecbhistoryrolefonctions2006fr.pdf>.

⁵ A ce stade, les accords de Kyoto ne jouent pas (encore) de rôle significatif au niveau de la balance des paiements.

C. Tableaux statistiques

Tableau 1: Principaux soldes de la balance des paiements du Luxembourg 2002-2008	56
Tableau 2: Transactions courantes du Luxembourg 2002-2008	57
Tableau 3.1.1: Transactions courantes par zones économiques – CREDIT	58
Tableau 3.1.2: Transactions courantes par zones économiques – CREDIT: parts relatives	59
Tableau 3.2.1: Transactions courantes par zones économiques – DEBIT	60
Tableau 3.2.2: Transactions courantes par zones économiques – DEBIT: parts relatives	61
Tableau 3.3: Transactions courantes par zones économiques – NET	62
Tableau 4.1: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – CREDIT	63
Tableau 4.2: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – DEBIT	64
Tableau 4.3: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – NET	65
Tableau 4.4: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – TOTAL	66
Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire	67
Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire (suite 1)	68
Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire (suite 2)	69
Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire (suite 3)	70
Tableau 6: Exportations de services – principaux pays partenaires	71
Tableau 7: Importations de services – principaux pays partenaires	72
Tableau 8: Exportations et importations de services – zones partenaires	73

Tableau 1: Principaux soldes de la balance des paiements du Luxembourg 2002-2008

	Année					
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾ 2008 ⁽¹⁾
	Unité: Mio EUR					
Compte courant	2 526	2 103	3 254	3 324	3 543	3 572
Biens	-2 220	-2 640	-2 862	-3 390	-3 473	-3 503
Services	8 615	8 806	10 468	13 065	16 486	20 202
Revenus	-3 558	-3 515	-3 487	-5 410	-8 420	-11 420
Rémunération des salariés	-3 278	-3 474	-3 866	-4 253	-4 848	-5 558
Revenu des investissements	-280	-42	380	-1 156	-3 572	-5 862
Investissements directs	-6 174	-5 595	-4 541	-4 106	-5 006	-7 698
Autres revenus des investissements	5 893	5 554	4 921	2 950	1 433	1 836
Transferts courants	-310	-547	-866	-942	-1 049	-1 708
Administrations publiques	-91	199	131	136	429	397
Autres secteurs	-219	-746	-997	-1 078	-1 478	-2 104
Compte de capital	-95	-125	-617	884	-275	-147
Transferts de capital	-53	-86	-166	-118	-140	-133
Actifs non financiers non produits	-42	-40	-451	1 002	-135	-14
Compte d'opérations financières	-2 668	-1 962	-2 808	-4 300	-3 509	-3 290
Investissements directs	-11 176	-9 362	-4 343	-6 787	11 529	-47 194
Investissements du Luxembourg à l'étranger	-133 517	-88 399	-67 678	-100 206	-88 259	-183 257
Opérations en capital et bénéfices réinvestis	-123 431	-77 160	-84 019	-90 760	-64 089	-159 581
SPE (2)	-114 737	-77 155	-80 669	-85 499	-57 718	-116 263
Autres	-8 693	-5	-3 349	-5 261	-6 371	-43 318
Autres opérations, prêts	-10 087	-11 239	16 340	-9 446	-24 170	-23 676
SPE (2)	-8 961	-11 280	18 577	-7 438	-27 811	-24 621
Autres	-1 126	41	-2 236	-2 008	3 641	945
Investissements de l'étranger au Luxembourg	122 341	79 037	63 335	93 420	99 788	136 063
Opérations en capital et bénéfices réinvestis	121 411	73 340	54 930	79 555	90 776	112 475
SPE (2)	115 693	71 050	51 593	74 560	62 876	139 358
Autres	5 718	2 289	3 337	4 995	27 900	-26 883
Autres opérations, prêts	930	5 697	8 405	13 865	9 012	23 588
SPE (2)	2 336	5 405	7 560	14 052	14 208	19 860
Autres	-1 405	292	845	-187	-5 196	3 728
Investissements de portefeuille	77 415	17 286	41 502	39 234	58 993	97 868
Avoirs	7 026	-69 724	-69 713	-214 684	-143 289	-128 050
Titres de participation	3 824	-30 379	-36 454	-100 190	-83 482	-38 142
Titres de créance	3 202	-39 344	-33 259	-114 494	-59 807	-89 908
Engagements	70 389	87 009	111 215	253 919	202 283	225 917
Titres de participation	40 164	61 989	97 078	222 016	178 501	205 779
Titres de créance	30 226	25 020	14 137	31 903	23 782	20 138
Produits financiers dérivés	-1 452	5 275	-2 638	-2 767	8 070	10 643
Autres investissements	-67 416	-15 066	-37 323	-34 021	-82 125	-64 668
Avoirs	-46 327	-28 758	-93 406	-154 186	-212 053	-180 825
Engagements	-21 089	13 692	56 083	120 165	129 928	116 157
Avoirs de réserve	-38	-94	-5	39	24	61
Erreurs et omissions nettes	237	-16	171	92	240	-134

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

(2) Les «Special Purpose Entities» (SPE) sont des entités financières spécialisées regroupant diverses catégories de sociétés financières non-bancaires en ce compris les sociétés holding ainsi que les sociétés de participations financières (soparfi).

Au compte financier le signe «-» correspond à une augmentation des avoirs ou à une diminution des engagements

Les totaux et soldes sont calculés sur base de chiffres non-arrondis

Tableau 2: Transactions courantes du Luxembourg 2002-2008

Libellé	Credit							Debit						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
	Unité: Mio EUR													
Opérations courantes	99 975	96 959	103 428	127 949	159 838	184 692	200 413	97 449	94 856	100 174	124 625	156 295	181 120	198 396
Biens et services	31 825	32 204	38 186	44 614	53 563	61 321	61 572	25 431	26 039	30 580	34 939	40 550	44 621	46 507
Biens	10 058	9 693	10 875	11 739	13 042	13 337	14 552	12 278	12 333	13 736	15 129	16 515	16 840	18 857
Services	21 768	22 511	27 312	32 875	40 521	47 984	47 020	13 153	13 706	16 844	19 810	24 035	27 782	27 651
Transports	1 547	1 560	1 751	2 145	2 305	2 527	2 864	790	692	854	1 019	1 076	1 282	1 374
Voyages	2 542	2 646	2 940	2 904	2 878	2 934	3 053	2 042	2 145	2 351	2 398	2 493	2 588	2 639
Communication	733	737	764	843	1 078	1 564	1 959	101	507	872	932	1 058	898	996
Construction	127	146	187	228	266	347	394	244	280	321	343	387	463	535
Services d'assurance	1 100	1 146	1 342	1 573	1 823	1 781	2 050	817	743	912	991	1 300	1 072	1 271
Services financiers	12 970	12 648	15 640	20 121	26 531	32 227	29 340	6 830	6 664	8 141	10 538	13 676	16 083	14 917
Informatique et information	327	1 044	1 837	1 865	1 760	956	888	300	322	467	548	532	549	537
Redevances et droits de licence	123	113	161	238	313	286	221	105	96	117	111	128	290	329
Autres services aux entreprises	1 901	2 095	2 282	2 502	3 045	4 642	5 372	1 572	1 869	2 403	2 641	3 021	4 086	4 462
Services personnels, culturels	171	144	152	194	260	446	615	325	369	384	267	340	448	559
Services des adm. publiques nca	225	232	257	263	261	274	262	27	18	22	24	24	24	31
Revenus	64 362	61 324	62 006	79 546	101 801	119 123	134 084	67 920	64 839	65 493	84 956	110 221	130 543	145 109
Rémunération des salariés	831	879	897	1 011	1 078	1 121	1 166	4 109	4 353	4 763	5 265	5 926	6 679	7 364
Revenu des investissements	63 531	60 445	61 109	78 535	100 723	118 002	132 919	63 811	60 486	60 729	79 691	104 295	123 864	137 746
Transferts courants	3 788	3 431	3 236	3 788	4 475	4 248	4 756	4 098	3 979	4 102	4 730	5 524	5 956	6 779
Administrations publiques	1 198	1 435	1 451	1 650	1 988	2 097	2 314	1 289	1 236	1 320	1 513	1 559	1 701	1 820
Autres secteurs	2 590	1 997	1 785	2 138	2 487	2 151	2 442	2 810	2 742	2 782	3 216	3 965	4 255	4 960

Libellé	Net							Taux de couverture en %						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
Opérations courantes	2 526	2 103	3 254	3 324	3 543	3 572	2 017	103	102	103	103	102	102	101
Biens et services	6 395	6 165	7 606	9 676	13 013	16 700	15 065	125	124	125	128	132	137	132
Biens	-2 220	-2 640	-2 862	-3 390	-3 473	-3 503	-4 304	82	79	79	78	79	79	77
Services	8 615	8 806	10 468	13 065	16 486	20 202	19 369	166	164	162	166	169	173	170
Transports	757	867	897	1 126	1 229	1 244	1 490	196	225	205	210	214	197	208
Voyages	500	501	589	506	386	347	414	124	123	125	121	115	113	116
Communication	632	230	-108	-89	20	666	963	723	145	88	90	102	174	197
Construction	-117	-134	-134	-115	-121	-115	-141	52	52	58	67	69	75	74
Services d'assurance	284	403	430	582	523	709	779	135	154	147	159	140	166	161
Services financiers	6 140	5 984	7 499	9 584	12 854	16 144	14 423	190	190	192	191	194	200	197
Informatique et information	28	721	1 370	1 317	1 228	407	350	109	324	393	340	331	174	165
Redevances et droits de licence	19	17	44	127	185	-5	-107	118	118	137	215	245	98	67
Autres services aux entreprises	329	227	-121	-138	24	556	910	121	112	95	95	101	114	120
Services personnels, culturels	-154	-225	-233	-73	-80	-2	56	53	39	39	73	76	99	110
Services des adm. publiques nca	199	214	235	239	237	251	231	849	1 295	1 166	1 087	1 081	1 146	834
Revenus	-3 558	-3 515	-3 487	-5 410	-8 420	-11 420	-11 025	95	95	95	94	92	91	92
Rémunération des salariés	-3 278	-3 474	-3 866	-4 253	-4 848	-5 558	-6 198	20	20	19	19	18	17	16
Revenu des investissements	-280	-42	380	-1 156	-3 572	-5 862	-4 827	100	100	101	99	97	95	96
Transferts courants	-310	-547	-866	-942	-1 049	-1 708	-2 023	92	86	79	80	81	71	70
Administrations publiques	-91	199	131	136	429	397	495	93	116	110	109	128	123	127
Autres secteurs	-219	-746	-997	-1 078	-1 478	-2 104	-2 518	92	73	64	66	63	51	49

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tab. 3.1.1: Transactions courantes par zones économiques – CREDIT

Libellé	Intra zone-euro							Extra zone-euro						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
	Unité: Mio EUR													
Opérations courantes	58 270	57 868	60 512	72 250	88 192	99 483	109 913	41 706	39 091	42 917	55 699	71 647	85 209	90 500
Biens et services	20 749	20 911	24 797	28 261	33 265	37 804	36 781	11 077	11 293	13 389	16 353	20 298	23 517	24 791
Biens	7 242	7 168	8 092	8 451	9 081	9 476	10 010	2 816	2 525	2 783	3 288	3 961	3 861	4 542
Services	13 507	13 744	16 705	19 811	24 184	28 327	26 771	8 261	8 768	10 607	13 065	16 337	19 657	20 249
Transports	787	756	839	998	1 076	1 197	1 282	760	804	912	1 147	1 229	1 330	1 582
Voyages	2 315	2 422	2 679	2 669	2 678	2 746	2 863	227	225	260	235	200	188	190
Communication	466	504	470	503	567	710	726	267	233	294	340	512	854	1 233
Construction	55	72	101	139	185	212	198	72	74	86	89	81	135	196
Services d'assurance	810	824	1 012	1 195	1 355	1 374	1 617	290	322	330	378	468	407	433
Services financiers	7 366	6 906	8 758	11 353	15 082	18 320	16 027	5 603	5 742	6 882	8 769	11 448	13 907	13 314
Informatique et information	187	630	1 054	992	908	296	238	141	414	783	872	852	661	649
Redevances et droits de licence	91	73	100	150	185	190	117	32	40	61	87	128	95	104
Autres services aux entreprises	1 280	1 412	1 572	1 673	2 019	3 067	3 396	620	683	710	829	1 026	1 575	1 975
Services personnels, culturels	125	123	99	129	127	216	303	46	21	53	65	134	230	312
Services des adm. publiques nca	24	23	22	9	2	1	3	201	209	235	254	259	274	259
Revenus	34 906	34 372	33 286	41 127	51 827	58 387	69 236	29 456	26 951	28 720	38 419	49 974	60 735	64 848
Rémunération des salariés	35	36	37	38	40	42	44	797	843	860	973	1 038	1 079	1 122
Revenu des investissements	34 872	34 337	33 249	41 089	51 787	58 346	69 193	28 659	26 108	27 860	37 447	48 936	59 656	63 726
Transferts courants	2 615	2 584	2 428	2 861	3 100	3 292	3 895	1 173	847	808	926	1 375	956	861
Administrations publiques	1 119	1 338	1 347	1 548	1 851	1 986	2 192	79	97	104	102	136	112	123
Autres secteurs	1 496	1 246	1 081	1 313	1 248	1 306	1 703	1 094	751	704	825	1 239	845	738

Libellé	Intra EU - 27							Extra EU - 27						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
Opérations courantes	73 033	73 299	77 949	93 600	113 972	130 007	142 484	26 942	23 660	25 480	34 349	45 867	54 685	57 928
Biens et services	24 349	24 797	29 578	34 206	40 758	46 546	46 313	7 477	7 407	8 608	10 408	12 805	14 775	15 259
Biens	8 519	8 344	9 300	9 940	10 629	11 128	11 863	1 539	1 348	1 574	1 799	2 414	2 209	2 690
Services	15 830	16 453	20 278	24 266	30 130	35 418	34 450	5 938	6 059	7 034	8 609	10 391	12 566	12 570
Transports	888	857	958	1 160	1 260	1 414	1 581	660	703	793	984	1 046	1 112	1 283
Voyages	2 479	2 588	2 874	2 840	2 831	2 890	3 006	63	58	66	63	48	44	47
Communication	702	714	730	775	938	1 380	1 700	31	24	34	68	141	184	260
Construction	61	76	104	145	192	218	211	67	70	83	83	74	129	183
Services d'assurance	967	973	1 196	1 368	1 604	1 558	1 839	134	173	145	205	220	223	211
Services financiers	8 474	8 118	10 259	13 568	18 379	22 142	19 761	4 496	4 531	5 381	6 554	8 152	10 085	9 579
Informatique et information	287	1 000	1 793	1 807	1 719	888	810	41	43	44	57	40	68	77
Redevances et droits de licence	103	84	126	184	227	212	136	20	28	36	54	86	74	85
Autres services aux entreprises	1 505	1 675	1 855	1 985	2 481	4 027	4 568	395	421	426	517	564	615	804
Services personnels, culturels	142	137	128	178	245	413	576	28	7	23	16	15	32	39
Services des adm. publiques nca	223	231	256	255	254	274	262	2	0	1	8	7	0	0
Revenus	45 431	45 572	45 593	56 175	69 664	79 734	91 793	18 931	15 751	16 413	23 372	32 137	39 388	42 291
Rémunération des salariés	766	811	825	936	1 001	1 041	1 083	65	68	72	75	77	80	83
Revenu des investissements	44 665	44 762	44 768	55 238	68 663	78 694	90 710	18 866	15 683	16 341	23 297	32 059	39 308	42 209
Transferts courants	3 253	2 929	2 777	3 219	3 549	3 726	4 378	535	502	459	569	926	522	378
Administrations publiques	1 197	1 422	1 443	1 634	1 944	2 097	2 314	1	12	8	16	44	0	0
Autres secteurs	2 056	1 507	1 334	1 585	1 605	1 629	2 064	534	490	451	553	882	521	378

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 3.1.2: Transactions courantes par zones économiques – CREDIT: parts relatives

Libellé	Intra zone-euro							Extra zone-euro						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
	Parts relatives en %													
Opérations courantes	58.3	59.7	58.5	56.5	55.2	53.9	54.8	41.7	40.3	41.5	43.5	44.8	46.1	45.2
Biens et services	65.2	64.9	64.9	63.3	62.1	61.6	59.7	34.8	35.1	35.1	36.7	37.9	38.4	40.3
Biens	72.0	74.0	74.4	72.0	69.6	71.1	68.8	28.0	26.0	25.6	28.0	30.4	28.9	31.2
Services	62.1	61.1	61.2	60.3	59.7	59.0	56.9	37.9	38.9	38.8	39.7	40.3	41.0	43.1
Transports	50.9	48.4	47.9	46.5	46.7	47.4	44.8	49.1	51.6	52.1	53.5	53.3	52.6	55.2
Voyages	91.1	91.5	91.1	91.9	93.1	93.6	93.8	8.9	8.5	8.9	8.1	6.9	6.4	6.2
Communication	63.6	68.3	61.5	59.7	52.5	45.4	37.1	36.4	31.7	38.5	40.3	47.5	54.6	62.9
Construction	43.1	49.3	53.8	61.1	69.5	61.0	50.2	56.9	50.7	46.2	38.9	30.5	39.0	49.8
Services d'assurance	73.6	71.9	75.4	76.0	74.3	77.1	78.9	26.4	28.1	24.6	24.0	25.7	22.9	21.1
Services financiers	56.8	54.6	56.0	56.4	56.8	56.8	54.6	43.2	45.4	44.0	43.6	43.2	43.2	45.4
Informatique et information	57.1	60.3	57.4	53.2	51.6	30.9	26.9	42.9	39.7	42.6	46.8	48.4	69.1	73.1
Redevances et droits de licence	73.7	65.0	62.3	63.2	59.1	66.7	52.9	26.3	35.0	37.7	36.8	40.9	33.3	47.1
Autres services aux entreprises	67.4	67.4	68.9	66.9	66.3	66.1	63.2	32.6	32.6	31.1	33.1	33.7	33.9	36.8
Services personnels, culturels	73.0	85.6	65.3	66.6	48.7	48.4	49.3	27.0	14.4	34.7	33.4	51.3	51.6	50.7
Services des adm. publiques nca	10.6	9.7	8.4	3.3	0.9	0.2	1.1	89.4	90.3	91.6	96.7	99.1	99.8	98.9
Revenus	54.2	56.1	53.7	51.7	50.9	49.0	51.6	45.8	43.9	46.3	48.3	49.1	51.0	48.4
Rémunération des salariés	4.2	4.1	4.2	3.8	3.7	3.7	3.7	95.8	95.9	95.8	96.2	96.3	96.3	96.3
Revenu des investissements	54.9	56.8	54.4	52.3	51.4	49.4	52.1	45.1	43.2	45.6	47.7	48.6	50.6	47.9
Transferts courants	69.0	75.3	75.0	75.5	69.3	77.5	81.9	31.0	24.7	25.0	24.5	30.7	22.5	18.1
Administrations publiques	93.4	93.3	92.8	93.8	93.1	94.7	94.7	6.6	6.7	7.2	6.2	6.9	5.3	5.3
Autres secteurs	57.8	62.4	60.6	61.4	50.2	60.7	69.8	42.2	37.6	39.4	38.6	49.8	39.3	30.2

Libellé	Intra EU – 27							Extra EU – 27						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
Opérations courantes	73.1	75.6	75.4	73.2	71.3	70.4	71.1	26.9	24.4	24.6	26.8	28.7	29.6	28.9
Biens et services	76.5	77.0	77.5	76.7	76.1	75.9	75.2	23.5	23.0	22.5	23.3	23.9	24.1	24.8
Biens	84.7	86.1	85.5	84.7	81.5	83.4	81.5	15.3	13.9	14.5	15.3	18.5	16.6	18.5
Services	72.7	73.1	74.2	73.8	74.4	73.8	73.3	27.3	26.9	25.8	26.2	25.6	26.2	26.7
Transports	57.4	54.9	54.7	54.1	54.6	56.0	55.2	42.6	45.1	45.3	45.9	45.4	44.0	44.8
Voyages	97.5	97.8	97.8	97.8	98.3	98.5	98.4	2.5	2.2	2.2	2.2	1.7	1.5	1.6
Communication	95.7	96.8	95.5	92.0	87.0	88.3	86.7	4.3	3.2	4.5	8.0	13.0	11.7	13.3
Construction	47.5	52.2	55.4	63.6	72.3	62.9	53.6	52.5	47.8	44.6	36.4	27.7	37.1	46.4
Services d'assurance	87.8	84.9	89.2	87.0	88.0	87.5	89.7	12.2	15.1	10.8	13.0	12.0	12.5	10.3
Services financiers	65.3	64.2	65.6	67.4	69.3	68.7	67.4	34.7	35.8	34.4	32.6	30.7	31.3	32.6
Informatique et information	87.5	95.8	97.6	96.9	97.7	92.9	91.3	12.5	4.2	2.4	3.1	2.3	7.1	8.7
Redevances et droits de licence	83.5	74.8	77.9	77.3	72.6	74.2	61.5	16.5	25.2	22.1	22.7	27.4	25.8	38.5
Autres services aux entreprises	79.2	79.9	81.3	79.3	81.5	86.8	85.0	20.8	20.1	18.7	20.7	18.5	13.2	15.0
Services personnels, culturels	83.4	95.3	84.5	91.8	94.3	92.7	93.7	16.6	4.7	15.5	8.2	5.7	7.3	6.3
Services des adm. publiques nca	99.2	99.9	99.6	97.1	97.4	100.0	99.9	0.8	0.1	0.4	2.9	2.6	0.0	0.1
Revenus	70.6	74.3	73.5	70.6	68.4	66.9	68.5	29.4	25.7	26.5	29.4	31.6	33.1	31.5
Rémunération des salariés	92.2	92.2	92.0	92.6	92.8	92.9	92.9	7.8	7.8	8.0	7.4	7.2	7.1	7.1
Revenu des investissements	70.3	74.1	73.3	70.3	68.2	66.7	68.2	29.7	25.9	26.7	29.7	31.8	33.3	31.8
Transferts courants	85.9	85.4	85.8	85.0	79.3	87.7	92.1	14.1	14.6	14.2	15.0	20.7	12.3	7.9
Administrations publiques	99.9	99.1	99.5	99.0	97.8	100.0	100.0	0.1	0.9	0.5	1.0	2.2	0.0	0.0
Autres secteurs	79.4	75.5	74.7	74.1	64.5	75.8	84.5	20.6	24.5	25.3	25.9	35.5	24.2	15.5

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 3.2.1: Transactions courantes par zones économiques – DEBIT

Libellé	Intra zone-euro							Extra zone-euro						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
	Unité: Mio EUR													
Opérations courantes	54 782	53 328	59 875	70 853	88 074	102 439	111 338	42 667	41 529	40 300	53 772	68 221	78 681	87 058
Biens et services	18 507	19 265	22 202	24 120	27 908	29 642	30 294	6 924	6 773	8 378	10 819	12 643	14 979	16 213
Biens	10 355	10 581	11 686	12 214	13 562	14 044	15 673	1 923	1 752	2 050	2 915	2 953	2 795	3 184
Services	8 152	8 684	10 516	11 906	14 345	15 598	14 621	5 001	5 021	6 328	7 904	9 689	12 184	13 029
Transports	401	372	447	510	576	765	765	389	320	407	509	500	517	609
Voyages	1 749	1 862	2 026	2 058	2 153	2 199	2 237	293	284	325	340	340	389	403
Communication	85	318	481	414	427	177	151	17	190	391	517	631	720	845
Construction	221	258	295	316	343	419	461	23	22	26	27	43	43	74
Services d'assurance	598	549	674	733	914	801	938	218	194	238	258	387	271	333
Services financiers	3 761	3 525	4 351	5 654	7 458	8 790	7 557	3 069	3 140	3 790	4 883	6 218	7 294	7 360
Informatique et information	184	215	353	371	402	329	295	116	108	115	177	130	220	242
Redevances et droits de licence	39	44	58	63	51	47	53	66	52	59	47	77	243	276
Autres services aux entreprises	851	1 218	1 514	1 611	1 818	1 826	1 874	721	651	889	1 030	1 203	2 260	2 588
Services personnels, culturels	255	317	309	166	196	235	280	70	51	75	101	144	213	279
Services des adm. publiques nca	9	7	9	10	8	9	11	18	11	13	14	16	15	20
Revenus	33 645	31 517	35 005	43 702	56 819	68 724	76 223	34 276	33 322	30 488	41 254	53 402	61 819	68 886
Rémunération des salariés	4 105	4 349	4 759	5 260	5 921	6 674	7 358	4	4	4	4	5	5	5
Revenu des investissements	29 540	27 169	30 246	38 442	50 898	62 050	68 865	34 271	33 318	30 483	41 250	53 397	61 814	68 881
Transferts courants	2 630	2 545	2 668	3 030	3 347	4 073	4 821	1 468	1 434	1 434	1 699	2 176	1 883	1 958
Administrations publiques	976	920	979	1 143	1 189	1 252	1 353	313	316	341	370	370	448	466
Autres secteurs	1 654	1 625	1 689	1 888	2 158	2 820	3 468	1 155	1 117	1 093	1 329	1 807	1 435	1 492

Libellé	Intra EU - 27							Extra EU - 27						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
Opérations courantes	71 896	72 081	76 925	94 659	116 864	134 816	145 624	25 553	22 775	23 249	29 966	39 431	46 304	52 772
Biens et services	20 687	21 323	24 836	27 580	32 093	34 653	35 771	4 744	4 716	5 744	7 359	8 457	9 969	10 737
Biens	11 057	11 082	12 198	12 899	14 227	14 795	16 855	1 221	1 251	1 539	2 230	2 289	2 045	2 001
Services	9 630	10 241	12 638	14 680	17 866	19 858	18 915	3 523	3 465	4 205	5 130	6 168	7 924	8 735
Transports	479	437	543	632	676	888	896	311	255	311	387	400	394	478
Voyages	1 867	1 988	2 175	2 212	2 304	2 366	2 402	175	158	176	186	189	222	238
Communication	92	445	782	838	953	830	929	9	62	90	94	105	68	67
Construction	234	267	305	325	356	427	473	11	13	16	18	31	36	62
Services d'assurance	709	643	802	853	1 139	947	1 120	108	100	110	139	161	125	151
Services financiers	4 497	4 256	5 194	6 898	9 144	10 902	9 484	2 333	2 409	2 947	3 639	4 532	5 181	5 434
Informatique et information	238	274	406	425	461	466	416	61	48	61	123	71	82	121
Redevances et droits de licence	55	60	73	77	71	216	236	50	36	45	33	56	74	92
Autres services aux entreprises	1 169	1 534	2 019	2 198	2 462	2 421	2 467	403	335	383	443	558	1 665	1 995
Services personnels, culturels	277	328	328	208	286	382	476	48	41	57	59	54	66	83
Services des adm. publiques nca	13	9	11	15	13	14	16	14	9	11	10	11	10	15
Revenus	47 774	47 443	48 610	63 096	80 357	94 956	103 948	20 147	17 396	16 883	21 860	29 864	35 587	41 162
Rémunération des salariés	4 107	4 351	4 761	5 263	5 924	6 677	7 362	2	2	2	2	2	2	2
Revenu des investissements	43 667	43 092	43 849	57 833	74 433	88 279	96 586	20 144	17 394	16 881	21 858	29 862	35 585	41 160
Transferts courants	3 435	3 315	3 479	3 984	4 414	5 207	5 906	663	664	622	746	1 110	749	873
Administrations publiques	1 194	1 138	1 201	1 383	1 417	1 530	1 620	95	99	119	131	141	171	200
Autres secteurs	2 242	2 177	2 278	2 601	2 997	3 678	4 286	568	565	504	616	969	578	673

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 3.2.2: Transactions courantes par zones économiques – DEBIT: parts relatives

Libellé	Intra zone-euro							Extra zone-euro						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
	Parts relatives en %													
Opérations courantes	56.2	56.2	59.8	56.9	56.4	56.6	56.1	43.8	43.8	40.2	43.1	43.6	43.4	43.9
Biens et services	72.8	74.0	72.6	69.0	68.8	66.4	65.1	27.2	26.0	27.4	31.0	31.2	33.6	34.9
Biens	84.3	85.8	85.1	80.7	82.1	83.4	83.1	15.7	14.2	14.9	19.3	17.9	16.6	16.9
Services	62.0	63.4	62.4	60.1	59.7	56.1	52.9	38.0	36.6	37.6	39.9	40.3	43.9	47.1
Transports	50.7	53.7	52.4	50.1	53.5	59.7	55.7	49.3	46.3	47.6	49.9	46.5	40.3	44.3
Voyages	85.7	86.8	86.2	85.8	86.4	85.0	84.7	14.3	13.2	13.8	14.2	13.6	15.0	15.3
Communication	83.5	62.6	55.2	44.5	40.4	19.7	15.2	16.5	37.4	44.8	55.5	59.6	80.3	84.8
Construction	90.4	92.0	91.9	92.2	88.8	90.7	86.2	9.6	8.0	8.1	7.8	11.2	9.3	13.8
Services d'assurance	73.3	73.9	73.9	73.9	70.3	74.7	73.8	26.7	26.1	26.1	26.1	29.7	25.3	26.2
Services financiers	55.1	52.9	53.4	53.7	54.5	54.7	50.7	44.9	47.1	46.6	46.3	45.5	45.3	49.3
Informatique et information	61.4	66.6	75.5	67.7	75.5	60.0	54.9	38.6	33.4	24.5	32.3	24.5	40.0	45.1
Redevances et droits de licence	36.8	46.1	49.4	57.2	39.6	16.2	16.1	63.2	53.9	50.6	42.8	60.4	83.8	83.9
Autres services aux entreprises	54.1	65.2	63.0	61.0	60.2	44.7	42.0	45.9	34.8	37.0	39.0	39.8	55.3	58.0
Services personnels, culturels	78.5	86.1	80.5	62.1	57.7	52.5	50.1	21.5	13.9	19.5	37.9	42.3	47.5	49.9
Services des adm. publiques nca	32.8	40.0	38.8	41.0	33.3	38.1	36.3	67.2	60.0	61.2	59.0	66.7	61.9	63.7
Revenus	49.5	48.6	53.4	51.4	51.6	52.6	52.5	50.5	51.4	46.6	48.6	48.4	47.4	47.5
Rémunération des salariés	99.9	99.9	99.9	99.9	99.9	99.9	99.9	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Revenu des investissements	46.3	44.9	49.8	48.2	48.8	50.1	50.0	53.7	55.1	50.2	51.8	51.2	49.9	50.0
Transferts courants	64.2	64.0	65.0	64.1	60.6	68.4	71.1	35.8	36.0	35.0	35.9	39.4	31.6	28.9
Administrations publiques	75.7	74.4	74.2	75.5	76.3	73.6	74.4	24.3	25.6	25.8	24.5	23.7	26.4	25.6
Autres secteurs	58.9	59.3	60.7	58.7	54.4	66.3	69.9	41.1	40.7	39.3	41.3	45.6	33.7	30.1

Libellé	Intra EU – 27							Extra EU – 27						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
Opérations courantes	73.8	76.0	76.8	76.0	74.8	74.4	73.4	26.2	24.0	23.2	24.0	25.2	25.6	26.6
Biens et services	81.3	81.9	81.2	78.9	79.1	77.7	76.9	18.7	18.1	18.8	21.1	20.9	22.3	23.1
Biens	90.1	89.9	88.8	85.3	86.1	87.9	89.4	9.9	10.1	11.2	14.7	13.9	12.1	10.6
Services	73.2	74.7	75.0	74.1	74.3	71.5	68.4	26.8	25.3	25.0	25.9	25.7	28.5	31.6
Transports	60.6	63.1	63.6	62.0	62.9	69.3	65.2	39.4	36.9	36.4	38.0	37.1	30.7	34.8
Voyages	91.4	92.7	92.5	92.2	92.4	91.4	91.0	8.6	7.3	7.5	7.8	7.6	8.6	9.0
Communication	91.2	87.8	89.7	89.9	90.1	92.4	93.2	8.8	12.2	10.3	10.1	9.9	7.6	6.8
Construction	95.7	95.4	95.0	94.9	92.0	92.2	88.4	4.3	4.6	5.0	5.1	8.0	7.8	11.6
Services d'assurance	86.8	86.6	88.0	86.0	87.6	88.3	88.1	13.2	13.4	12.0	14.0	12.4	11.7	11.9
Services financiers	65.8	63.9	63.8	65.5	66.9	67.8	63.6	34.2	36.1	36.2	34.5	33.1	32.2	36.4
Informatique et information	79.6	85.1	87.0	77.6	86.6	85.0	77.5	20.4	14.9	13.0	22.4	13.4	15.0	22.5
Redevances et droits de licence	52.2	62.5	62.0	70.0	55.8	74.4	71.9	47.8	37.5	38.0	30.0	44.2	25.6	28.1
Autres services aux entreprises	74.4	82.1	84.0	83.2	81.5	59.3	55.3	25.6	17.9	16.0	16.8	18.5	40.7	44.7
Services personnels, culturels	85.2	88.9	85.3	78.0	84.1	85.2	85.2	14.8	11.1	14.7	22.0	15.9	14.8	14.8
Services des adm. publiques nca	48.3	49.9	51.7	60.3	54.3	58.8	51.6	51.7	50.1	48.3	39.7	45.7	41.2	48.4
Revenus	70.3	73.2	74.2	74.3	72.9	72.7	71.6	29.7	26.8	25.8	25.7	27.1	27.3	28.4
Rémunération des salariés	99.9	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Revenu des investissements	68.4	71.2	72.2	72.6	71.4	71.3	70.1	31.6	28.8	27.8	27.4	28.6	28.7	29.9
Transferts courants	83.8	83.3	84.8	84.2	79.9	87.4	87.1	16.2	16.7	15.2	15.8	20.1	12.6	12.9
Administrations publiques	92.6	92.0	91.0	91.4	90.9	89.9	89.0	7.4	8.0	9.0	8.6	9.1	10.1	11.0
Autres secteurs	79.8	79.4	81.9	80.9	75.6	86.4	86.4	20.2	20.6	18.1	19.1	24.4	13.6	13.6

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 3.3: Transactions courantes par zones économiques – NET

Libellé	Intra zone-euro							Extra zone-euro						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
	Unité: Mio EUR													
Opérations courantes	3 488	4 541	637	1 397	117	-2 956	-1 426	-962	-2 438	2 617	1 927	3 426	6 528	3 442
Biens et services	2 242	1 646	2 595	4 141	5 357	8 162	6 487	4 153	4 519	5 011	5 534	7 655	8 538	8 578
Biens	-3 113	-3 413	-3 594	-3 763	-4 481	-4 568	-5 662	893	773	732	374	1 008	1 065	1 358
Services	5 355	5 059	6 190	7 905	9 838	12 730	12 150	3 260	3 746	4 279	5 160	6 647	7 473	7 219
Transports	387	383	392	488	501	431	518	371	484	506	638	729	813	972
Voyages	566	560	654	611	526	547	626	-66	-59	-65	-105	-140	-200	-213
Communication	381	186	-11	89	140	533	575	250	44	-97	-178	-119	133	388
Construction	-166	-186	-195	-177	-159	-208	-263	49	52	60	62	38	92	122
Services d'assurance	212	275	338	462	441	573	679	72	128	92	120	82	136	100
Services financiers	3 606	3 381	4 407	5 699	7 624	9 530	8 469	2 534	2 603	3 092	3 885	5 230	6 614	5 954
Informatique et information	3	415	701	622	506	-34	-57	25	306	668	695	722	441	407
Redevances et droits de licence	52	29	42	87	134	144	64	-34	-12	1	40	51	-148	-171
Autres services aux entreprises	430	194	58	62	201	1 241	1 523	-101	33	-179	-201	-177	-685	-613
Services personnels, culturels	-130	-194	-210	-36	-70	-20	23	-24	-30	-22	-37	-11	17	33
Services des adm. publiques nca	15	15	13	-1	-6	-9	-9	184	198	222	240	243	259	239
Revenus	1 262	2 855	-1 718	-2 575	-4 992	-10 337	-6 987	-4 820	-6 371	-1 768	-2 835	-3 428	-1 083	-4 038
Rémunération des salariés	-4 070	-4 313	-4 721	-5 222	-5 881	-6 632	-7 315	792	839	855	968	1 033	1 074	1 117
Revenu des investissements	5 332	7 168	3 003	2 647	889	-3 705	328	-5 612	-7 210	-2 623	-3 803	-4 461	-2 157	-5 155
Transferts courants	-16	39	-240	-169	-248	-781	-926	-295	-586	-626	-773	-801	-927	-1 097
Administrations publiques	143	418	368	405	662	733	838	-234	-220	-236	-269	-233	-337	-343
Autres secteurs	-158	-379	-608	-574	-910	-1 514	-1 765	-61	-367	-389	-504	-568	-590	-753

Libellé	Intra EU - 27							Extra EU - 27						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
Opérations courantes	1 137	1 218	1 023	-1 059	-2 892	-4 809	-3 140	1 389	885	2 231	4 383	6 436	8 381	5 157
Biens et services	3 662	3 474	4 742	6 627	8 665	11 893	10 542	2 733	2 691	2 864	3 049	4 347	4 806	4 523
Biens	-2 539	-2 738	-2 897	-2 959	-3 598	-3 667	-4 993	318	98	35	-430	125	164	688
Services	6 200	6 212	7 640	9 586	12 263	15 560	15 535	2 415	2 594	2 829	3 479	4 223	4 643	3 834
Transports	409	420	415	529	584	526	685	349	447	482	597	646	719	806
Voyages	612	600	699	629	527	524	604	-112	-99	-110	-123	-141	-178	-190
Communication	609	268	-52	-63	-16	551	771	22	-38	-56	-26	36	116	193
Construction	-173	-191	-202	-180	-163	-208	-262	56	57	67	65	43	93	121
Services d'assurance	258	330	394	515	465	611	718	26	74	36	67	59	98	61
Services financiers	3 977	3 862	5 065	6 670	9 235	11 240	10 278	2 162	2 122	2 435	2 914	3 620	4 904	4 146
Informatique et information	48	726	1 386	1 382	1 259	421	394	-20	-5	-17	-65	-31	-14	-44
Redevances et droits de licence	48	24	53	106	156	-4	-100	-30	-8	-9	21	29	-1	-7
Autres services aux entreprises	336	141	-164	-213	18	1 606	2 101	-8	86	43	74	6	-1 050	-1 191
Services personnels, culturels	-135	-191	-199	-30	-41	31	100	-20	-34	-33	-43	-39	-34	-44
Services des adm. publiques nca	211	222	245	241	241	260	246	-12	-9	-10	-2	-4	-10	-15
Revenus	-2 343	-1 871	-3 017	-6 921	-10 693	-15 221	-12 155	-1 216	-1 645	-470	1 511	2 273	3 801	1 130
Rémunération des salariés	-3 341	-3 540	-3 936	-4 326	-4 923	-5 636	-6 279	63	66	70	73	75	78	81
Revenu des investissements	998	1 669	920	-2 595	-5 769	-9 585	-5 876	-1 279	-1 711	-540	1 439	2 197	3 723	1 049
Transferts courants	-182	-385	-702	-765	-865	-1 481	-1 528	-128	-162	-164	-177	-184	-227	-495
Administrations publiques	3	285	242	251	527	567	694	-94	-86	-111	-115	-98	-171	-199
Autres secteurs	-185	-670	-944	-1 016	-1 391	-2 048	-2 222	-34	-76	-53	-63	-87	-56	-296

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 4.1: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – CREDIT

Libellé	Unité: Mio EUR								Parts relatives en % du total					
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
Pays de contrepartie: Allemagne														
Transactions courantes	23 117	20 868	20 682	22 262	27 674	31 414	32 872	23.1	21.5	20.0	17.4	17.3	17.0	16.4
Biens et services	6 542	6 744	7 951	9 223	11 049	12 756	12 759	20.6	20.9	20.8	20.7	20.6	20.8	20.7
Biens	2 436	2 461	2 724	2 929	3 127	3 342	3 648	24.2	25.4	25.1	24.9	24.0	25.1	25.1
Services	4 107	4 283	5 227	6 294	7 921	9 414	9 111	18.9	19.0	19.1	19.1	19.5	19.6	19.4
Services financiers	2 488	2 381	2 858	3 804	5 163	6 181	5 765	19.2	18.8	18.3	18.9	19.5	19.2	19.7
Services autres que financiers	1 619	1 902	2 369	2 489	2 758	3 233	3 345	18.4	19.3	20.3	19.5	19.7	20.5	18.9
Revenus	15 900	13 703	12 302	12 477	15 856	17 955	19 276	24.7	22.3	19.8	15.7	15.6	15.1	14.4
Rémunération des salariés	10	10	10	11	11	11	12	1.1	1.1	1.1	1.0	1.0	1.0	1.0
Revenu des investissements	15 891	13 693	12 292	12 467	15 845	17 944	19 264	25.0	22.7	20.1	15.9	15.7	15.2	14.5
Transferts courants	675	421	428	563	769	702	837	17.8	12.3	13.2	14.9	17.2	16.5	17.6
Administrations publiques	250	277	314	365	441	499	570	20.9	19.3	21.7	22.2	22.2	23.8	24.6
Autres secteurs	424	143	114	197	328	203	267	16.4	7.2	6.4	9.2	13.2	9.5	10.9
Pays de contrepartie: Belgique														
Transactions courantes	7 288	7 237	7 789	9 045	11 093	12 197	12 961	7.3	7.5	7.5	7.1	6.9	6.6	6.5
Biens et services	4 113	4 144	4 536	5 309	5 916	6 773	6 639	12.9	12.9	11.9	11.9	11.0	11.0	10.8
Biens	1 121	1 133	1 215	1 286	1 486	1 521	1 644	11.1	11.7	11.2	11.0	11.4	11.4	11.3
Services	2 992	3 011	3 321	4 022	4 431	5 252	4 995	13.7	13.4	12.2	12.2	10.9	10.9	10.6
Services financiers	1 430	1 367	1 563	2 118	2 548	3 211	2 879	11.0	10.8	10.0	10.5	9.6	10.0	9.8
Services autres que financiers	1 562	1 645	1 758	1 905	1 882	2 041	2 116	17.8	16.7	15.1	14.9	13.5	13.0	12.0
Revenus	2 641	2 377	2 677	3 084	4 465	4 668	5 481	4.1	3.9	4.3	3.9	4.4	3.9	4.1
Rémunération des salariés	10	10	10	11	11	12	12	1.2	1.1	1.2	1.1	1.0	1.0	1.1
Revenu des investissements	2 631	2 367	2 666	3 073	4 454	4 656	5 469	4.1	3.9	4.4	3.9	4.4	3.9	4.1
Transferts courants	534	716	576	652	712	757	841	14.1	20.9	17.8	17.2	15.9	17.8	17.7
Administrations publiques	352	500	423	486	565	602	653	29.4	34.8	29.1	29.4	28.4	28.7	28.2
Autres secteurs	183	216	153	166	146	155	188	7.1	10.8	8.6	7.8	5.9	7.2	7.7
Pays de contrepartie: France														
Transactions courantes	9 811	9 357	11 817	13 291	15 652	17 596	19 865	9.8	9.7	11.4	10.4	9.8	9.5	9.9
Biens et services	4 278	4 444	5 207	5 489	6 076	6 568	6 808	13.4	13.8	13.6	12.3	11.3	10.7	11.1
Biens	1 884	1 885	2 061	1 991	2 076	2 157	2 279	18.7	19.4	19.0	17.0	15.9	16.2	15.7
Services	2 394	2 559	3 146	3 498	4 000	4 411	4 529	11.0	11.4	11.5	10.6	9.9	9.2	9.6
Services financiers	712	613	832	1 102	1 480	1 857	1 589	5.5	4.8	5.3	5.5	5.6	5.8	5.4
Services autres que financiers	1 682	1 946	2 314	2 396	2 519	2 554	2 939	19.1	19.7	19.8	18.8	18.0	16.2	16.6
Revenus	4 504	3 668	5 375	6 400	8 235	9 574	11 162	7.0	6.0	8.7	8.0	8.1	8.0	8.3
Rémunération des salariés	10	10	10	11	11	12	12	1.2	1.1	1.2	1.1	1.1	1.1	1.1
Revenu des investissements	4 494	3 658	5 365	6 389	8 224	9 562	11 149	7.1	6.1	8.8	8.1	8.2	8.1	8.4
Transferts courants	1 030	1 246	1 235	1 402	1 341	1 455	1 895	27.2	36.3	38.2	37.0	30.0	34.2	39.9
Administrations publiques	516	553	602	682	794	878	958	43.1	38.6	41.5	41.4	40.0	41.8	41.4
Autres secteurs	513	692	633	720	546	577	937	19.8	34.7	35.5	33.7	22.0	26.8	38.4

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 4.2: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – DEBIT

Libellé	Unité: Mio EUR							Parts relatives en % du total						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
Pays de contrepartie: Allemagne														
Transactions courantes	19 411	18 180	18 997	21 662	27 688	32 579	37 477	19.9	19.2	19.0	17.4	17.7	18.0	18.9
Biens et services	5 357	5 628	6 622	7 359	8 548	9 252	9 749	21.1	21.6	21.7	21.1	21.1	20.7	21.0
Biens	3 263	3 379	3 600	3 812	4 318	4 781	5 500	26.6	27.4	26.2	25.2	26.1	28.4	29.2
Services	2 094	2 249	3 022	3 547	4 231	4 470	4 250	15.9	16.4	17.9	17.9	17.6	16.1	15.4
Services financiers	1 100	958	1 242	1 740	2 148	2 339	2 287	16.1	14.4	15.3	16.5	15.7	14.5	15.3
Services autres que financiers	993	1 292	1 781	1 807	2 082	2 131	1 963	15.7	18.3	20.5	19.5	20.1	18.2	15.4
Revenus	13 612	12 088	11 971	13 945	18 609	22 683	27 193	20.0	18.6	18.3	16.4	16.9	17.4	18.7
Rémunération des salariés	888	970	1 099	1 240	1 434	1 617	1 843	21.6	22.3	23.1	23.6	24.2	24.2	25.0
Revenu des investissements	12 724	11 118	10 872	12 705	17 175	21 067	25 349	19.9	18.4	17.9	15.9	16.5	17.0	18.4
Transferts courants	442	463	404	358	531	644	535	10.8	11.6	9.9	7.6	9.6	10.8	7.9
Administrations publiques	129	146	151	181	202	219	247	10.0	11.8	11.5	11.9	12.9	12.9	13.6
Autres secteurs	313	317	253	177	329	426	288	11.1	11.6	9.1	5.5	8.3	10.0	5.8
Pays de contrepartie: Belgique														
Transactions courantes	12 144	11 907	13 201	14 953	18 099	20 485	22 011	12.5	12.6	13.2	12.0	11.6	11.3	11.1
Biens et services	5 926	5 830	6 553	7 030	7 831	8 176	8 889	23.3	22.4	21.4	20.1	19.3	18.3	19.1
Biens	4 194	4 230	4 818	4 986	5 581	5 460	6 046	34.2	34.3	35.1	33.0	33.8	32.4	32.1
Services	1 732	1 600	1 736	2 044	2 250	2 716	2 844	13.2	11.7	10.3	10.3	9.4	9.8	10.3
Services financiers	768	653	689	936	1 075	1 497	1 412	11.2	9.8	8.5	8.9	7.9	9.3	9.5
Services autres que financiers	964	947	1 047	1 107	1 175	1 219	1 432	15.3	13.4	12.0	11.9	11.3	10.4	11.2
Revenus	5 556	5 594	6 172	7 364	9 768	11 767	12 522	8.2	8.6	9.4	8.7	8.9	9.0	8.6
Rémunération des salariés	1 271	1 340	1 449	1 586	1 757	1 980	2 159	30.9	30.8	30.4	30.1	29.6	29.7	29.3
Revenu des investissements	4 285	4 254	4 723	5 778	8 011	9 787	10 363	6.7	7.0	7.8	7.3	7.7	7.9	7.5
Transferts courants	661	483	476	559	500	541	600	16.1	12.1	11.6	11.8	9.1	9.1	8.8
Administrations publiques	408	289	329	401	385	399	388	31.6	23.4	24.9	26.5	24.7	23.5	21.3
Autres secteurs	254	194	147	159	116	142	212	9.0	7.1	5.3	4.9	2.9	3.3	4.3
Pays de contrepartie: France														
Transactions courantes	8 907	8 740	10 757	11 777	13 627	15 120	16 032	9.1	9.2	10.7	9.4	8.7	8.3	8.1
Biens et services	3 570	3 611	4 286	4 278	5 032	4 936	5 082	14.0	13.9	14.0	12.2	12.4	11.1	10.9
Biens	1 798	1 721	1 903	1 757	1 914	2 013	2 300	14.6	14.0	13.9	11.6	11.6	12.0	12.2
Services	1 772	1 891	2 383	2 521	3 118	2 923	2 782	13.5	13.8	14.1	12.7	13.0	10.5	10.1
Services financiers	519	370	561	724	1 079	1 112	969	7.6	5.5	6.9	6.9	7.9	6.9	6.5
Services autres que financiers	1 253	1 521	1 822	1 797	2 039	1 811	1 813	19.8	21.6	20.9	19.4	19.7	15.5	14.2
Revenus	4 335	4 201	5 539	6 504	7 677	9 325	9 753	6.4	6.5	8.5	7.7	7.0	7.1	6.7
Rémunération des salariés	1 944	2 036	2 210	2 433	2 728	3 075	3 354	47.3	46.8	46.4	46.2	46.0	46.0	45.6
Revenu des investissements	2 391	2 165	3 329	4 071	4 948	6 250	6 399	3.7	3.6	5.5	5.1	4.7	5.0	4.6
Transferts courants	1 002	928	932	995	918	859	1 197	24.4	23.3	22.7	21.0	16.6	14.4	17.6
Administrations publiques	332	368	378	432	467	491	563	25.8	29.8	28.6	28.5	30.0	28.9	30.9
Autres secteurs	670	560	554	563	451	368	634	23.8	20.4	19.9	17.5	11.4	8.7	12.8

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 4.3: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – NET

Libellé	Unité: Mio EUR							Taux de couverture en %						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
Pays de contrepartie: Allemagne														
Transactions courantes	3 706	2 688	1 685	600	-14	-1 165	-4 604	119	115	109	103	100	96	88
Biens et services	1 186	1 116	1 329	1 863	2 501	3 504	3 010	122	120	120	125	129	138	131
Biens	-827	-918	-875	-883	-1 190	-1 439	-1 851	75	73	76	77	72	70	66
Services	2 013	2 034	2 205	2 746	3 691	4 944	4 861	196	190	173	177	187	211	214
Services financiers	1 388	1 423	1 617	2 064	3 015	3 842	3 478	226	249	230	219	240	264	252
Services autres que financiers	625	611	588	682	676	1 102	1 383	163	147	133	138	132	152	170
Revenus	2 288	1 615	331	-1 468	-2 753	-4 728	-7 916	117	113	103	89	85	79	71
Rémunération des salariés	-879	-961	-1 089	-1 229	-1 423	-1 605	-1 831	1	1	1	1	1	1	1
Revenu des investissements	3 167	2 575	1 420	-238	-1 330	-3 123	-6 085	125	123	113	98	92	85	76
Transferts courants	232	-42	24	205	239	58	302	153	91	106	157	145	109	156
Administrations publiques	121	131	163	185	239	280	323	194	190	207	202	218	228	231
Autres secteurs	111	-174	-139	20	-1	-222	-21	136	45	45	111	100	48	93
Pays de contrepartie: Belgique														
Transactions courantes	-4 856	-4 670	-5 412	-5 908	-7 006	-8 288	-9 050	60	61	59	60	61	60	59
Biens et services	-1 814	-1 686	-2 017	-1 721	-1 914	-1 403	-2 251	69	71	69	76	76	83	75
Biens	-3 073	-3 097	-3 602	-3 700	-4 095	-3 939	-4 402	27	27	25	26	27	28	27
Services	1 260	1 412	1 586	1 979	2 180	2 535	2 151	173	188	191	197	197	193	176
Services financiers	662	714	874	1 181	1 473	1 713	1 467	186	209	227	226	237	214	204
Services autres que financiers	598	698	711	797	707	822	684	162	174	168	172	160	167	148
Revenus	-2 915	-3 217	-3 495	-4 280	-5 303	-7 100	-7 041	48	42	43	42	46	40	44
Rémunération des salariés	-1 261	-1 330	-1 439	-1 575	-1 746	-1 969	-2 146	1	1	1	1	1	1	1
Revenu des investissements	-1 654	-1 886	-2 057	-2 705	-3 558	-5 131	-4 894	61	56	56	53	56	48	53
Transferts courants	-127	233	100	93	212	215	241	81	148	121	117	142	140	140
Administrations publiques	-56	211	93	85	181	202	265	86	173	128	121	147	151	168
Autres secteurs	-71	22	6	8	31	13	-24	72	111	104	105	127	109	89
Pays de contrepartie: France														
Transactions courantes	904	617	1 061	1 514	2 024	2 476	3 833	110	107	110	113	115	116	124
Biens et services	707	832	921	1 210	1 044	1 632	1 726	120	123	121	128	121	133	134
Biens	86	164	158	234	162	143	-20	105	110	108	113	108	107	99
Services	621	668	763	976	881	1 488	1 747	135	135	132	139	128	151	163
Services financiers	193	244	271	378	401	746	620	137	166	148	152	137	167	164
Services autres que financiers	429	425	492	599	480	743	1 126	134	128	127	133	124	141	162
Revenus	169	-533	-164	-104	559	248	1 408	104	87	97	98	107	103	114
Rémunération des salariés	-1 934	-2 026	-2 199	-2 422	-2 717	-3 063	-3 342	1	0	0	0	0	0	0
Revenu des investissements	2 103	1 494	2 036	2 319	3 275	3 312	4 750	188	169	161	157	166	153	174
Transferts courants	28	318	303	407	422	596	699	103	134	132	141	146	169	158
Administrations publiques	184	186	224	251	327	387	396	155	150	159	158	170	179	170
Autres secteurs	-156	132	78	156	95	209	303	77	124	114	128	121	157	148

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 4.4: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – TOTAL

	Unité: Mio EUR							Parts relatives en % du total						
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
CREDIT (Allemagne + Belgique + France)														
Transactions courantes	40 216	37 463	40 288	44 597	54 419	61 207	65 698	40.2	38.6	39.0	34.9	34.0	33.1	32.8
Biens et services	14 932	15 332	17 695	20 020	23 041	26 097	26 206	46.9	47.6	46.3	44.9	43.0	42.6	42.6
Biens	5 440	5 479	6 000	6 206	6 689	7 019	7 571	54.1	56.5	55.2	52.9	51.3	52.6	52.0
Services	9 492	9 853	11 694	13 814	16 352	19 077	18 634	43.6	43.8	42.8	42.0	40.4	39.8	39.6
Services financiers	4 629	4 361	5 254	7 024	9 192	11 249	10 234	35.7	34.5	33.6	34.9	34.6	34.9	34.9
Services autres que financiers	4 863	5 493	6 440	6 790	7 160	7 828	8 400	55.3	55.7	55.2	53.2	51.2	49.7	47.5
Revenus	23 045	19 748	20 354	21 961	28 556	32 196	35 919	35.8	32.2	32.8	27.6	28.1	27.0	26.8
Rémunération des salariés	29	30	31	32	34	35	37	3.5	3.4	3.5	3.2	3.1	3.1	3.2
Revenu des investissements	23 016	19 719	20 323	21 929	28 523	32 161	35 882	36.2	32.6	33.3	27.9	28.3	27.3	27.0
Transferts courants	2 238	2 382	2 239	2 617	2 822	2 914	3 573	59.1	69.4	69.2	69.1	63.1	68.6	75.1
Administrations publiques	1 118	1 331	1 339	1 534	1 801	1 978	2 181	93.4	92.7	92.3	93.0	90.6	94.3	94.2
Autres secteurs	1 120	1 051	900	1 083	1 021	936	1 392	43.2	52.6	50.4	50.7	41.1	43.5	57.0
DEBIT (Allemagne + Belgique + France)														
Transactions courantes	40 462	38 827	42 955	48 392	59 414	68 185	75 519	41.5	40.9	42.9	38.8	38.0	37.6	38.1
Biens et services	14 853	15 070	17 461	18 667	21 411	22 364	23 721	58.4	57.9	57.1	53.4	52.8	50.1	51.0
Biens	9 255	9 330	10 320	10 555	11 812	12 255	13 845	75.4	75.7	75.1	69.8	71.5	72.8	73.4
Services	5 598	5 740	7 141	8 112	9 599	10 110	9 875	42.6	41.9	42.4	41.0	39.9	36.4	35.7
Services financiers	2 387	1 980	2 492	3 401	4 303	4 948	4 668	34.9	29.7	30.6	32.3	31.5	30.8	31.3
Services autres que financiers	3 211	3 760	4 650	4 712	5 297	5 162	5 207	50.8	53.4	53.4	50.8	51.1	44.1	40.9
Revenus	23 503	21 883	23 681	27 813	36 054	43 776	49 468	34.6	33.7	36.2	32.7	32.7	33.5	34.1
Rémunération des salariés	4 103	4 347	4 757	5 259	5 920	6 672	7 356	99.9	99.9	99.9	99.9	99.9	99.9	99.9
Revenu des investissements	19 400	17 536	18 924	22 554	30 135	37 104	42 112	30.4	29.0	31.2	28.3	28.9	30.0	30.6
Transferts courants	2 106	1 874	1 813	1 912	1 949	2 044	2 331	51.4	47.1	44.2	40.4	35.3	34.3	34.4
Administrations publiques	869	803	859	1 013	1 054	1 109	1 197	67.4	64.9	65.1	66.9	67.6	65.2	65.8
Autres secteurs	1 236	1 071	954	899	895	936	1 134	44.0	39.1	34.3	28.0	22.6	22.0	22.9
NET (Allemagne + Belgique + France)								Taux de couverture en %						
Transactions courantes	-246	-1 364	-2 667	-3 795	-4 996	-6 978	-9 822	99	96	94	92	92	90	87
Biens et services	79	262	234	1 353	1 630	3 733	2 485	101	102	101	107	108	117	110
Biens	-3 815	-3 851	-4 319	-4 349	-5 123	-5 235	-6 274	59	59	58	59	57	57	55
Services	3 894	4 114	4 553	5 701	6 752	8 968	8 759	170	172	164	170	170	189	189
Services financiers	2 243	2 380	2 762	3 623	4 889	6 301	5 566	194	220	211	207	214	227	219
Services autres que financiers	1 652	1 733	1 791	2 078	1 863	2 667	3 193	151	146	139	144	135	152	161
Revenus	-458	-2 135	-3 328	-5 852	-7 498	-11 580	-13 549	98	90	86	79	79	74	73
Rémunération des salariés	-4 074	-4 317	-4 726	-5 227	-5 886	-6 637	-7 319	1	1	1	1	1	1	0
Revenu des investissements	3 616	2 183	1 399	-625	-1 612	-4 943	-6 229	119	112	107	97	95	87	85
Transferts courants	133	508	427	705	873	869	1 242	106	127	124	137	145	143	153
Administrations publiques	249	528	481	521	747	869	984	129	166	156	151	171	178	182
Autres secteurs	-116	-20	-54	184	126	0	258	91	98	94	120	114	100	123

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire

	Credit				Debit				Net			
Libellé	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
Pays de contrepartie: Autriche												
Unité: Mio EUR												
Transactions courantes	1 233	1 512	1 706	1 614	619	812	1 133	1 043	614	701	573	571
Biens	327	366	256	242	119	131	133	129	208	235	123	114
Services	147	234	273	251	167	218	231	233	-20	16	43	18
Services financiers	92	164	156	138	45	92	84	72	47	72	72	66
Services autres que financiers	55	71	118	112	122	127	147	160	-67	-56	-29	-48
Revenus	755	905	1 171	1 114	329	458	763	677	426	447	408	437
Transferts courants	4	7	6	6	4	4	6	4	0	3	0	2
Pays de contrepartie: Espagne												
Transactions courantes	3 085	4 320	5 289	5 465	3 123	3 458	3 783	3 530	-39	862	1 506	1 934
Biens	403	392	448	353	125	127	165	158	279	265	283	196
Services	654	827	965	886	393	464	549	604	261	363	416	282
Services financiers	401	550	664	560	109	194	283	246	292	356	380	314
Services autres que financiers	252	277	301	326	283	270	265	358	-31	7	36	-31
Revenus	1 966	3 021	3 814	4 154	2 462	2 796	2 990	2 627	-496	225	824	1 527
Transferts courants	61	80	62	71	144	71	80	142	-83	9	-17	-71
Pays de contrepartie: Finlande												
Transactions courantes	506	621	770	853	330	465	609	662	177	156	161	191
Biens	76	55	62	68	35	51	40	49	41	4	22	19
Services	118	172	222	230	40	62	76	87	78	110	146	143
Services financiers	78	113	147	148	19	33	49	53	59	80	97	95
Services autres que financiers	40	58	75	82	21	29	26	33	20	30	49	48
Revenus	310	392	485	553	253	351	492	525	57	41	-8	28
Transferts courants	3	2	1	3	2	1	1	2	1	1	0	1
Pays de contrepartie: Grèce												
Transactions courantes	569	739	936	1 128	168	272	625	929	401	467	310	198
Biens	35	42	38	55	4	4	5	22	31	38	34	33
Services	59	115	125	113	58	73	107	98	1	42	18	15
Services financiers	30	81	98	72	11	22	38	29	19	59	59	43
Services autres que financiers	29	34	28	41	46	51	69	69	-17	-17	-41	-28
Revenus	447	576	725	929	105	194	511	791	342	382	214	138
Transferts courants	28	5	47	31	1	1	2	19	26	4	45	12

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire (suite 1)

Libellé	Credit				Debit				Net			
	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
Pays de contrepartie: Irlande												
Unité: Mio EUR												
Transactions courantes	3 829	4 515	4 121	6 674	2 317	3 363	3 435	3 513	1 512	1 152	686	3 161
Biens	41	38	45	46	85	82	79	69	-44	-44	-34	-23
Services	278	359	483	469	627	814	730	404	-348	-455	-247	65
Services financiers	198	269	346	273	464	640	604	274	-266	-371	-258	-1
Services autres que financiers	81	91	137	197	163	174	126	130	-82	-84	11	66
Revenus	3 486	4 065	3 555	6 105	1 590	2 456	2 599	3 024	1 895	1 609	956	3 081
Transferts courants	24	52	38	53	16	11	27	16	9	41	11	38
Pays de contrepartie: Italie												
Transactions courantes	9 502	11 566	12 921	12 791	10 384	12 871	14 455	12 947	-883	-1 305	-1 534	-157
Biens	691	700	709	674	405	434	349	323	286	266	360	351
Services	3 018	4 060	4 678	3 744	1 648	2 072	2 707	2 161	1 370	1 988	1 971	1 583
Services financiers	2 651	3 547	4 196	3 243	1 254	1 642	2 243	1 666	1 396	1 905	1 953	1 577
Services autres que financiers	367	513	482	501	394	430	464	495	-26	83	18	6
Revenus	5 761	6 764	7 476	8 318	8 248	10 272	11 311	10 378	-2 487	-3 508	-3 835	-2 060
Transferts courants	31	42	57	55	83	93	89	85	-52	-51	-31	-30
Pays de contrepartie: Pays-Bas												
Transactions courantes	7 991	9 315	10 840	13 127	4 209	5 500	7 432	9 396	3 782	3 815	3 408	3 731
Biens	626	735	786	901	856	872	962	1 017	-230	-138	-176	-117
Services	1 583	1 885	2 315	2 176	695	833	866	894	889	1 052	1 449	1 282
Services financiers	800	1 054	1 344	1 209	320	470	470	474	480	584	874	735
Services autres que financiers	783	830	970	967	375	362	396	420	408	468	575	547
Revenus	5 714	6 631	7 675	9 978	2 568	3 754	5 573	7 380	3 146	2 877	2 102	2 598
Transferts courants	68	65	65	72	89	41	31	105	-22	24	34	-32
Pays de contrepartie: Portugal												
Transactions courantes	683	839	914	979	545	669	774	810	138	170	140	170
Biens	46	64	84	58	31	33	36	38	15	30	49	21
Services	103	134	123	135	147	177	176	177	-44	-43	-53	-42
Services financiers	56	80	74	70	18	41	39	32	38	39	36	38
Services autres que financiers	47	54	49	65	129	136	137	145	-82	-82	-88	-80
Revenus	511	621	683	757	236	340	451	453	275	281	233	305
Transferts courants	23	20	23	29	130	119	112	143	-107	-99	-89	-114

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire (suite 2)

	Credit				Debit				Net			
Libellé	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
Pays de contrepartie: Danemark												
	Unité: Mio EUR											
Transactions courantes	994	1 204	1 516	1 580	348	381	538	542	646	823	978	1 038
Biens	118	128	130	141	46	31	29	43	72	97	102	98
Services	117	121	193	224	67	80	123	100	51	41	70	124
Services financiers	60	64	113	132	16	19	44	48	44	44	69	84
Services autres que financiers	58	57	80	92	51	60	79	52	7	-3	1	40
Revenus	748	945	1 183	1 202	228	264	376	390	520	680	807	811
Transferts courants	11	11	9	13	7	6	10	9	5	5	-1	5
Pays de contrepartie: Royaume-Uni												
Transactions courantes	15 338	18 367	22 062	23 636	20 517	24 869	27 382	28 865	-5 179	-6 501	-5 320	-5 229
Biens	770	697	708	848	381	372	372	579	389	325	336	269
Services	3 315	4 553	5 523	6 103	2 390	3 020	3 581	3 635	925	1 533	1 943	2 467
Services financiers	1 717	2 615	3 002	3 085	1 130	1 516	1 792	1 666	587	1 098	1 211	1 420
Services autres que financiers	1 598	1 938	2 521	3 017	1 260	1 504	1 789	1 970	338	434	732	1 048
Revenus	11 168	12 947	15 741	16 553	17 540	21 179	23 097	24 395	-6 373	-8 232	-7 356	-7 842
Transferts courants	86	170	90	132	206	297	332	256	-120	-127	-242	-124
Pays de contrepartie: Suède												
Transactions courantes	1 781	2 227	2 684	2 614	1 766	2 134	2 428	2 941	14	93	255	-327
Biens	149	159	183	186	47	89	109	118	102	70	74	68
Services	533	681	729	609	177	259	340	319	356	422	389	290
Services financiers	387	505	594	446	72	115	231	181	315	390	363	265
Services autres que financiers	146	176	135	163	105	144	109	138	41	32	26	25
Revenus	1 069	1 347	1 728	1 779	1 397	1 642	1 885	2 354	-329	-296	-157	-575
Transferts courants	30	40	43	40	145	144	94	150	-116	-104	-51	-110
Pays de contrepartie: Pologne												
Transactions courantes	567	849	871	1 053	94	114	456	518	473	735	415	535
Biens	166	205	213	228	48	41	105	258	118	164	108	-31
Services	55	131	127	136	30	42	56	70	25	89	71	66
Services financiers	6	62	15	16	7	11	10	8	-1	51	5	8
Services autres que financiers	50	69	112	120	23	31	46	62	26	38	66	58
Revenus	345	512	529	688	15	30	291	188	330	482	237	500
Transferts courants	1	1	1	1	1	1	3	1	0	0	-2	0

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire (suite 3)

Libellé	Credit				Debit				Net			
	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
Pays de contrepartie: Etats-Unis d'Amérique												Unité: Mio EUR
Transactions courantes	10 719	15 485	18 545	16 397	2 951	4 038	3 932	5 425	7 768	11 447	14 614	10 972
Biens	330	374	345	420	627	623	679	523	-297	-249	-334	-104
Services	1 581	2 003	2 792	2 806	1 533	1 926	1 796	1 866	48	77	996	940
Services financiers	944	1 330	2 111	2 034	1 062	1 370	1 296	1 259	-118	-40	815	776
Services autres que financiers	637	672	681	772	471	556	500	607	166	117	181	165
Revenus	8 671	12 846	15 153	13 030	529	1 258	1 295	2 783	8 143	11 588	13 858	10 246
Transferts courants	137	263	256	142	262	231	162	253	-125	32	94	-111
Pays de contrepartie: Japon												
Transactions courantes	1 398	1 730	1 732	1 791	2 527	3 507	2 654	3 022	-1 129	-1 777	-921	-1 231
Biens	36	26	38	50	126	112	84	57	-90	-86	-47	-7
Services	875	836	787	769	425	434	335	341	450	402	453	428
Services financiers	819	775	724	706	322	362	286	285	497	413	438	421
Services autres que financiers	56	61	63	63	103	72	49	56	-47	-11	14	7
Revenus	480	853	906	970	1 974	2 958	2 231	2 587	-1 494	-2 105	-1 325	-1 617
Transferts courants	8	15	1	3	3	3	4	38	5	12	-3	-35
Pays de contrepartie: Russie												
Transactions courantes	617	971	1 189	1 620	122	342	167	159	495	629	1 022	1 461
Biens	71	135	154	168	57	74	47	11	14	62	107	156
Services	33	55	79	97	25	34	34	30	8	21	45	67
Services financiers	8	9	11	19	1	2	3	4	7	7	8	15
Services autres que financiers	25	46	67	78	24	32	31	26	1	14	37	52
Revenus	512	779	956	1 354	39	86	85	116	473	692	870	1 238
Transferts courants	1	2	1	1	1	148	1	2	-1	-146	0	-1
Pays de contrepartie: Suisse												
Transactions courantes	6 172	6 855	8 540	7 990	12 165	15 239	19 125	19 106	-5 993	-8 383	-10 585	-11 116
Biens	222	259	238	410	388	659	388	397	-166	-400	-150	13
Services	3 814	4 480	5 005	4 733	2 086	2 512	3 848	4 149	1 728	1 968	1 157	583
Services financiers	3 332	3 950	4 413	4 035	1 755	2 179	2 378	2 316	1 577	1 771	2 035	1 719
Services autres que financiers	482	529	592	698	330	333	1 470	1 833	152	197	-878	-1 135
Revenus	2 021	2 034	3 123	2 752	9 516	11 981	14 723	14 384	-7 495	-9 947	-11 600	-11 632
Transferts courants	115	82	174	96	176	87	166	176	-61	-4	8	-80

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 6: Exportations de services – principaux pays partenaires

Rang	Libellé	Unité: Mio EUR								Parts relatives en %					
		2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
	Monde	21 768	22 511	27 312	32 875	40 521	47 984	47 020	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1	Allemagne	4 107	4 283	5 227	6 294	7 921	9 414	9 111	18.9	19.0	19.1	19.1	19.5	19.6	19.4
2	Royaume-Uni	1 582	1 891	2 553	3 315	4 553	5 523	6 103	7.3	8.4	9.3	10.1	11.2	11.5	13.0
3	Belgique	2 992	3 011	3 321	4 022	4 431	5 252	4 995	13.7	13.4	12.2	12.2	10.9	10.9	10.6
4	Suisse	2 930	2 863	3 278	3 814	4 480	5 005	4 733	13.5	12.7	12.0	11.6	11.1	10.4	10.1
5	France	2 394	2 559	3 146	3 498	4 000	4 411	4 529	11.0	11.4	11.5	10.6	9.9	9.2	9.6
6	Italie	2 149	1 910	2 536	3 018	4 060	4 678	3 744	9.9	8.5	9.3	9.2	10.0	9.7	8.0
7	Etats-Unis d'Amérique	1 299	1 158	1 237	1 581	2 003	2 792	2 806	6.0	5.1	4.5	4.8	4.9	5.8	6.0
8	Pays-Bas	1 100	1 099	1 302	1 583	1 885	2 315	2 176	5.1	4.9	4.8	4.8	4.7	4.8	4.6
9	Espagne	286	419	565	654	827	965	886	1.3	1.9	2.1	2.0	2.0	2.0	1.9
10	Japon	450	575	715	875	836	787	769	2.1	2.6	2.6	2.7	2.1	1.6	1.6
11	Hong-Kong	193	230	290	377	489	588	663	0.9	1.0	1.1	1.1	1.2	1.2	1.4
12	Suède	313	345	449	533	681	729	609	1.4	1.5	1.6	1.6	1.7	1.5	1.3
13	Taiwan	105	139	137	181	342	571	496	0.5	0.6	0.5	0.5	0.8	1.2	1.1
14	Irlande	163	147	227	278	359	483	469	0.8	0.7	0.8	0.8	0.9	1.0	1.0
15	Singapour	50	89	115	155	188	290	299	0.2	0.4	0.4	0.5	0.5	0.6	0.6
16	Caimanes (îles)	65	62	66	115	112	230	286	0.3	0.3	0.2	0.3	0.3	0.5	0.6
17	Autriche	118	94	114	147	234	273	251	0.5	0.4	0.4	0.4	0.6	0.6	0.5
18	Jersey	57	48	78	104	200	203	232	0.3	0.2	0.3	0.3	0.5	0.4	0.5
19	Finlande	52	60	85	118	172	222	230	0.2	0.3	0.3	0.4	0.4	0.5	0.5
20	Danemark	86	92	103	117	121	193	224	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.4	0.5
21	Chine	49	90	121	141	133	144	199	0.2	0.4	0.4	0.4	0.3	0.3	0.4
22	Bermudes	43	31	73	76	122	142	180	0.2	0.1	0.3	0.2	0.3	0.3	0.4
23	Vierges britanniques (îles)	67	62	81	120	142	155	156	0.3	0.3	0.3	0.4	0.3	0.3	0.3
24	Brésil	31	33	39	43	65	94	148	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.3
25	Norvège	41	43	51	75	93	114	144	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3
26	Pologne	30	49	42	55	131	127	136	0.1	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3
27	Portugal	72	84	92	103	134	123	135	0.3	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
28	Grèce	46	46	59	59	115	125	113	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.2
29	Canada	39	50	40	64	72	82	101	0.2	0.2	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2
30	Russie	25	33	31	33	55	79	97	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2
31	Emirats Arabes Unis	11	11	21	43	54	67	92	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2
32	Corée du Sud	15	43	68	99	120	99	89	0.1	0.2	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2
33	Turquie	47	28	34	41	71	89	78	0.2	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2
34	Australie	17	18	32	43	38	101	75	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2
35	Panama	28	31	32	45	60	69	63	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
36	Monaco	29	31	30	35	43	58	59	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
37	Afrique du Sud	34	33	39	50	61	56	53	0.2	0.1	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1
38	Arabie Saoudite	12	10	7	12	21	50	53	0.1	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1
39	Mexique	12	28	35	37	43	46	47	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
40	Bahamas	20	18	26	21	22	41	46	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
41	Tchéquie	16	20	28	36	35	38	42	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
42	Hongrie	8	9	13	21	34	39	41	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1
43	Islande	12	12	22	34	48	66	41	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
44	Inde	27	28	35	41	25	24	39	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
45	Chypre	5	10	19	21	27	35	37	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
46	Guernesey	18	22	25	28	41	36	37	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
47	Man (île de)	12	21	21	25	42	43	34	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
48	Colombie	2	5	5	6	11	43	33	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1
49	Liechtenstein	19	17	20	22	30	34	32	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
50	Roumanie	3	2	5	6	7	12	31	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 7: Importations de services – principaux pays partenaires

Rang	Libellé	Unité: Mio EUR							Parts relatives en %						
		2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
	Monde	13 153	13 706	16 844	19 810	24 035	27 782	27 651	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1	Allemagne	2 094	2 249	3 022	3 547	4 231	4 470	4 250	15.9	16.4	17.9	17.9	17.6	16.1	15.4
2	Suisse	1 605	1 664	1 658	2 086	2 512	3 848	4 149	12.2	12.1	9.8	10.5	10.5	13.9	15.0
3	Royaume-Uni	1 219	1 265	1 782	2 390	3 020	3 581	3 635	9.3	9.2	10.6	12.1	12.6	12.9	13.1
4	Belgique	1 732	1 600	1 736	2 044	2 250	2 716	2 844	13.2	11.7	10.3	10.3	9.4	9.8	10.3
5	France	1 772	1 891	2 383	2 521	3 118	2 923	2 782	13.5	13.8	14.1	12.7	13.0	10.5	10.1
6	Italie	1 172	1 302	1 426	1 648	2 072	2 707	2 161	8.9	9.5	8.5	8.3	8.6	9.7	7.8
7	Etats-Unis d'Amérique	1 072	871	1 294	1 533	1 926	1 796	1 866	8.2	6.4	7.7	7.7	8.0	6.5	6.7
8	Pays-Bas	632	679	716	695	833	866	894	4.8	5.0	4.3	3.5	3.5	3.1	3.2
9	Espagne	253	277	334	393	464	549	604	1.9	2.0	2.0	2.0	1.9	2.0	2.2
10	Singapour	25	39	40	39	50	295	562	0.2	0.3	0.2	0.2	0.2	1.1	2.0
11	Irlande	173	333	483	627	814	730	404	1.3	2.4	2.9	3.2	3.4	2.6	1.5
12	Japon	239	265	413	425	434	335	341	1.8	1.9	2.5	2.1	1.8	1.2	1.2
13	Suède	135	151	174	177	259	340	319	1.0	1.1	1.0	0.9	1.1	1.2	1.2
14	Hong-Kong	68	81	118	126	183	233	267	0.5	0.6	0.7	0.6	0.8	0.8	1.0
15	Autriche	122	137	173	167	218	231	233	0.9	1.0	1.0	0.8	0.9	0.8	0.8
16	Portugal	112	123	138	147	177	176	177	0.8	0.9	0.8	0.7	0.7	0.6	0.6
17	Taiwan	30	46	37	49	102	171	168	0.2	0.3	0.2	0.2	0.4	0.6	0.6
18	Turquie	26	15	41	67	89	95	162	0.2	0.1	0.2	0.3	0.4	0.3	0.6
19	Danemark	41	54	52	67	80	123	100	0.3	0.4	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4
20	Grèce	44	46	51	58	73	107	98	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4
21	Chine	16	19	35	36	76	74	93	0.1	0.1	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3
22	Finlande	27	33	38	40	62	76	87	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3
23	Jersey	33	27	18	90	56	65	84	0.3	0.2	0.1	0.5	0.2	0.2	0.3
24	Pologne	14	16	17	30	42	56	70	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2	0.3
25	Bermudes	25	34	55	44	80	89	67	0.2	0.3	0.3	0.2	0.3	0.3	0.2
26	Norvège	14	17	19	36	35	54	66	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1	0.2	0.2
27	Caimanes (îles)	9	10	10	33	17	63	63	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1	0.2	0.2
28	Canada	26	32	31	36	43	56	62	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
29	Azerbaïdjan	2	3	5	6	10	29	56	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.2
30	Australie	14	12	16	29	29	41	51	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2
31	Emirats Arabes Unis	9	10	14	20	16	30	50	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2
32	Monaco	18	15	16	20	33	39	49	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2
33	Hongrie	11	13	16	18	22	36	45	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2
34	Tchéquie	22	21	29	40	41	43	44	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
35	Vierges britanniques (îles)	28	21	26	33	30	36	40	0.2	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1
36	Corée du Sud	5	8	9	13	27	40	36	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
37	Inde	6	9	17	21	32	34	33	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
38	Russie	10	11	14	25	34	34	30	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
39	Panama	10	10	10	10	10	14	29	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.1	0.1
40	Islande	5	9	19	31	28	54	27	0.0	0.1	0.1	0.2	0.1	0.2	0.1
41	Afrique du Sud	10	8	16	32	23	23	27	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1	0.1	0.1
42	Brésil	9	10	13	21	21	18	26	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
43	Guernesey	10	22	30	17	17	27	25	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1
44	Roumanie	3	5	5	6	7	9	24	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
45	Chili	2	5	3	4	4	14	20	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
46	Arabie Saoudite	3	2	1	3	6	18	19	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1
47	Chypre	4	3	5	7	7	16	19	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1
48	Israël	5	4	6	6	13	14	17	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1
49	Bulgarie	5	5	11	12	11	13	16	0.0	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0	0.1
50	Bahamas	14	11	12	10	11	16	15	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.1	0.1

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 8: Exportations et importations de services – zones partenaires

	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
	Unité: Mio EUR							Parts relatives en %						
Exportations														
Monde	21 768	22 511	27 312	32 875	40 521	47 984	47 020	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Intra zone-euro	13 507	13 744	16 705	19 811	24 184	28 327	26 771	62.1	61.1	61.2	60.3	59.7	59.0	56.9
Extra zone-euro	8 261	8 768	10 607	13 065	16 337	19 657	20 249	37.9	38.9	38.8	39.7	40.3	41.0	43.1
Intra EU-15	15 746	16 338	20 129	24 082	29 846	35 085	34 082	72.3	72.6	73.7	73.3	73.7	73.1	72.5
Extra EU-15	6 022	6 173	7 183	8 794	10 675	12 899	12 938	27.7	27.4	26.3	26.7	26.3	26.9	27.5
Intra EU-25	15 826	16 449	20 271	24 256	30 118	35 395	34 410	72.7	73.1	74.2	73.8	74.3	73.8	73.2
Extra EU-25	5 942	6 062	7 041	8 619	10 403	12 589	12 609	27.3	26.9	25.8	26.2	25.7	26.2	26.8
Intra EU-27	15 830	16 453	20 278	24 266	30 130	35 418	34 450	72.7	73.1	74.2	73.8	74.4	73.8	73.3
Extra EU-27	5 938	6 059	7 034	8 609	10 391	12 566	12 570	27.3	26.9	25.8	26.2	25.6	26.2	26.7
Europe	19 012	19 567	23 880	28 491	35 249	41 115	39 892	87.3	86.9	87.4	86.7	87.0	85.7	84.8
Afrique	62	81	80	97	134	207	258	0.3	0.4	0.3	0.3	0.3	0.4	0.5
Asie	971	1 281	1 594	2 015	2 315	2 762	2 850	4.5	5.7	5.8	6.1	5.7	5.8	6.1
Amerique	1 663	1 544	1 702	2 199	2 759	3 817	4 007	7.6	6.9	6.2	6.7	6.8	8.0	8.5
Amérique du Nord	1 338	1 208	1 277	1 645	2 075	2 874	2 908	6.1	5.4	4.7	5.0	5.1	6.0	6.2
APEC	2 298	2 509	2 860	3 630	4 376	5 653	5 732	10.6	11.1	10.5	11.0	10.8	11.8	12.2
OCDE	20 671	21 243	25 738	30 872	37 868	44 488	43 207	95.0	94.4	94.2	93.9	93.5	92.7	91.9
OPEP	38	40	55	98	114	166	206	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.4
	Unité: Mio EUR							Parts relatives en %						
Importations														
Monde	13 153	13 706	16 844	19 810	24 035	27 782	27 651	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Intra zone-euro	8 152	8 684	10 516	11 906	14 345	15 598	14 621	62.0	63.4	62.4	60.1	59.7	56.1	52.9
Extra zone-euro	5 001	5 021	6 328	7 904	9 689	12 184	13 029	38.0	36.6	37.6	39.9	40.3	43.9	47.1
Intra EU-15	9 557	10 156	12 528	14 542	17 708	19 636	18 639	72.7	74.1	74.4	73.4	73.7	70.7	67.4
Extra EU-15	3 596	3 549	4 316	5 268	6 327	8 145	9 011	27.3	25.9	25.6	26.6	26.3	29.3	32.6
Intra EU-25	9 622	10 230	12 622	14 662	17 848	19 836	18 875	73.2	74.6	74.9	74.0	74.3	71.4	68.3
Extra EU-25	3 531	3 475	4 222	5 148	6 187	7 946	8 775	26.8	25.4	25.1	26.0	25.7	28.6	31.7
Intra EU-27	9 630	10 241	12 638	14 680	17 866	19 858	18 915	73.2	74.7	75.0	74.1	74.3	71.5	68.4
Extra EU-27	3 523	3 465	4 205	5 130	6 168	7 924	8 735	26.8	25.3	25.0	25.9	25.7	28.5	31.6
Europe	11 377	12 042	14 483	17 074	20 687	24 075	23 479	86.5	87.9	86.0	86.2	86.1	86.7	84.9
Afrique	18	24	29	39	41	60	76	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3
Asie	446	531	750	805	1 022	1 362	1 722	3.4	3.9	4.5	4.1	4.3	4.9	6.2
Amerique	1 219	1 031	1 493	1 774	2 189	2 168	2 256	9.3	7.5	8.9	9.0	9.1	7.8	8.2
Amérique du Nord	1 098	903	1 325	1 569	1 969	1 852	1 928	8.3	6.6	7.9	7.9	8.2	6.7	7.0
APEC	1 534	1 425	2 053	2 358	2 954	3 139	3 544	11.7	10.4	12.2	11.9	12.3	11.3	12.8
OCDE	12 618	13 112	16 106	18 904	22 955	26 121	25 588	95.9	95.7	95.6	95.4	95.5	94.0	92.5
OPEP	23	24	34	54	54	74	97	0.2	0.2	0.2	0.3	0.2	0.3	0.4
	Unité: Mio EUR							Taux de couverture en %						
Net														
Monde	8 615	8 806	10 468	13 065	16 486	20 202	19 369	166	164	162	166	169	173	170
Intra zone-euro	5 355	5 059	6 190	7 905	9 838	12 730	12 150	166	158	159	166	169	182	183
Extra zone-euro	3 260	3 746	4 279	5 160	6 647	7 473	7 219	165	175	168	165	169	161	155
Intra EU-15	6 189	6 182	7 601	9 539	12 138	15 448	15 442	165	161	161	166	169	179	183
Extra EU-15	2 426	2 624	2 867	3 526	4 348	4 754	3 927	167	174	166	167	169	158	144
Intra EU-25	6 204	6 219	7 649	9 594	12 270	15 559	15 535	164	161	161	165	169	178	182
Extra EU-25	2 411	2 587	2 819	3 471	4 216	4 644	3 834	168	174	167	167	168	158	144
Intra EU-27	6 200	6 212	7 640	9 586	12 263	15 560	15 535	164	161	160	165	169	178	182
Extra EU-27	2 415	2 594	2 829	3 479	4 223	4 643	3 834	169	175	167	168	168	159	144
Europe	7 635	7 526	9 397	11 417	14 563	17 039	16 413	167	162	165	167	170	171	170
Afrique	44	57	52	57	94	148	182	343	334	279	245	331	347	338
Asie	525	750	844	1 210	1 293	1 400	1 128	218	241	213	250	227	203	165
Amerique	444	513	209	424	570	1 648	1 752	136	150	114	124	126	176	178
Amérique du Nord	240	304	-47	76	106	1 021	979	122	134	96	105	105	155	151
APEC	764	1 084	807	1 272	1 422	2 514	2 187	150	176	139	154	148	180	162
OCDE	8 053	8 131	9 632	11 967	14 913	18 367	17 619	164	162	160	163	165	170	169
OPEP	15	16	20	43	61	92	108	166	166	159	180	213	224	211

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires